



EXCLUSIF UN GRAND COMPLEXE SPORTIF POUR LAVAL

PAGE A6



Deux petites filles d'une classe maternelle de Hong-Kong ne semblaient pas trop se soucier de la situation. Les autorités de la ville ont ordonné la fermeture de toutes les écoles primaires pour au moins deux semaines.

PHOTO AFP

GRIPPE A (H1N1) L'OMS DÉCLENCHE UNE PREMIÈRE ALERTE MAXIMALE EN 41 ANS

PANDÉMIE

Le mot est évocateur mais les Québécois n'ont pas à s'inquiéter, insistent les experts. C'est avant tout la vigilance qui est de mise. PAGES A2 À A5



On se calme!
MARIE-CLAUDE LORTIE PAGE A5

COUPE STANLEY
ULTIME MATCH CE SOIR

Un classique quoi qu'il arrive

La jeunesse contre l'expérience. Les champions en titre contre les aspirants revanchards. Le duel au sommet entre les Penguins et les Red Wings connaîtra son dénouement ce soir dans ce qui promet d'être le match de la décennie.

SPORTS PAGES 1 À 4

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
C'est où le party de la Coupe Stanley?
- Les frères Kostitsyn
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

LV 6 21924 98765 1

CARTES DE CRÉDIT VICTOIRE DE 200 MILLIONS POUR LES CONSOMMATEURS

LES BANQUES PRISES LA MAIN DANS LE SAC

Neuf banques canadiennes et le Mouvement Desjardins ont facturé à leurs clients des frais injustifiés de conversion de devises. Parfois sans les divulguer. POUR TOUT COMPRENDRE SUR CE JUGEMENT HISTORIQUE **LA PRESSE AFFAIRES** PAGE 1



DIEU, L'HOMME, LA FEMME ET L'ÉPROUVETTE

Le CUSM adapte ses traitements contre l'infertilité aux croyances religieuses de ses patients.

JUDITH LACHAPELLE PAGE A13

NOS CHRONIQUEURS



Le déclin de l'université québécoise

YVES BOISVERT PAGE A9



VENTE DU CANADIEN

La FTQ hors jeu

PATRICK LAGACÉ PAGE A10

MONTRÉAL NOUVELLE RAFLE POLICIÈRE



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

La police a mis un frein hier aux activités d'un autre réseau de revendeurs de cocaïne associé aux gangs de rue et très actif dans le centre-ville, notamment sur le boulevard Saint-Laurent.

LE REPORTAGE D'HUGO MEUNIER ET D'ALAIN ROBERGE EN PAGE A15

En route vers la Station spatiale internationale

Le Collège Mont-Saint-Louis rend hommage à l'astronaute canadienne Julie Payette, de la promotion 1980, pour sa rigueur et sa détermination. Bonne route Julie et bon voyage!

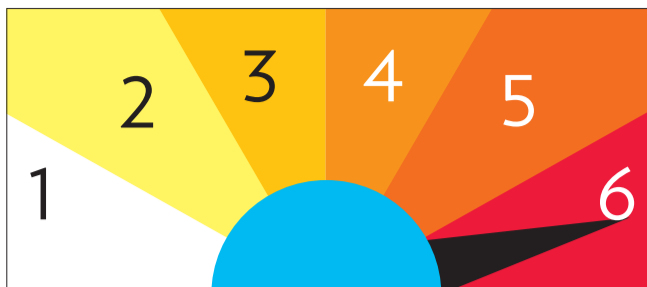


PHOTO: AGENCE SPATIALE CANADIENNE



GRIPPE A (H1N1)

Une pandémie « modérée »



L'OMS considère la gravité globale de la pandémie grippale comme modérée. Cette évaluation résulte des observations suivantes.

La plupart des personnes touchées se sont remises de l'infection sans être hospitalisées ni recevoir de soins médicaux.

Globalement, les niveaux nationaux de morbidité grave due à la grippe A (H1N1) semblent similaires à ceux observés localement pendant les périodes de grippe saisonnière.

D'une manière générale, les hôpitaux et les systèmes de soins de santé de la plupart des pays ont été en mesure de faire face au nombre de personnes à soigner.

Source : OMS



PHOTO EDUARDO MUNOZ. REUTERS

Le port d'un masque, comme pour les patients d'un hôpital de Santo Domingo en République dominicaine, reste le moyen le plus efficace pour se protéger de la toux et des éternuements.

LA PANDÉMIE EST DÉCLARÉE

C'est fait. Il y a officiellement une pandémie de grippe A (H1N1). Faut-il s'en inquiéter? Non, croient les experts. C'est avant tout la vigilance qui est de mise.

ARIANE LACOURSIÈRE

La première pandémie mondiale du XXI^e siècle est déclarée. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a relevé hier son niveau d'alerte de la grippe A (H1N1) au niveau maximal, incitant du coup les pays du monde entier à intensifier leur vigilance. Depuis son apparition au Mexique et aux États-Unis à la fin du mois de mars, le virus A (H1N1) a fait près de 28 000 malades et 144 morts dans 74 pays. La grippe A (H1N1) a atteint le stade de pandémie car elle se transmet maintenant rapidement d'humain à humain et elle

sévit dans plusieurs régions du monde. « Le virus ne peut pas être arrêté », a souligné hier la directrice de l'OMS, Margaret Chan. Cette dernière a également averti les pays déjà aux prises avec le virus qu'une « deuxième vague » de cas pourrait survenir. Le Canada qui, avec 2978 personnes infectées, figure au troisième rang des pays les plus touchés par la grippe A (H1N1), est donc visé par cet avertissement. « Le Canada est très affecté par rapport aux autres pays. » Mais les citoyens n'ont pas à s'alarmer, a assuré la ministre fédérale de la Santé, Leona Aglukkaq. « On était prêts depuis

longtemps pour la maladie. La décision de l'OMS de confirmer la pandémie n'est que technique. Ici au Canada, ça ne change pas grand-chose et ça ne veut absolument pas dire que le virus est plus virulent », a-t-elle déclaré en conférence de presse. Le directeur de l'Agence de santé publique du Canada, le D^r David Butler-Jones, ajoute qu'à l'heure actuelle, la majorité des Canadiens qui contractent la grippe A (H1N1) « se soignent à la maison » et ont des symptômes qui « ressemblent à la grippe saisonnière ». Micro-biologiste-infectiologue à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, Karl Weiss confirme qu'il ne faut

pas s'inquiéter outre mesure de la nouvelle pandémie et que la population n'a pas à courir s'acheter des masques. L'OMS qualifie d'ailleurs la pandémie de « modérée ». « Mais il faut rester en alerte, dit M. Weiss, rappelant que le simple fait de parler de grippe en plein mois de juin n'est pas normal. « Et on ne connaît pas vraiment l'histoire de ce virus. On ne sait pas encore s'il va devenir plus virulent », commente M. Weiss. Hier, l'OMS a discuté avec les huit pays les plus touchés par la grippe A (H1N1) pour confirmer qu'ils avaient « les preuves incontestables de transmissions locales ». Après cette discussion,

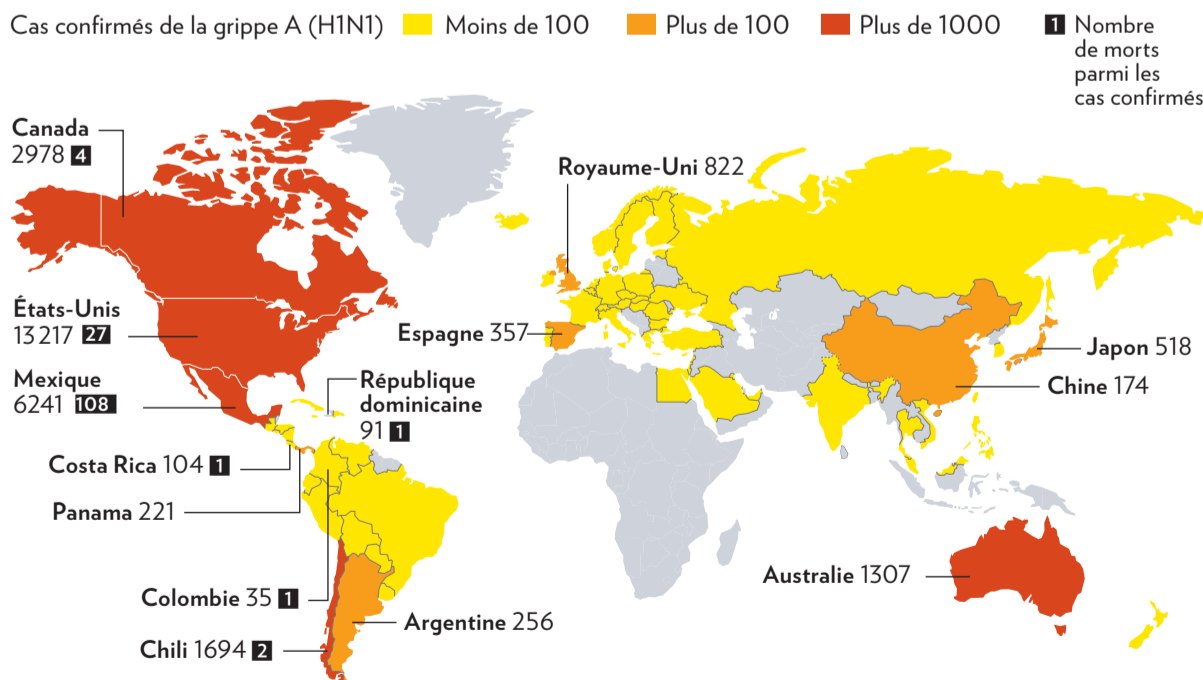
Breguet
Depuis 1775

Ligne Marine

Disponible exclusivement chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283

RÉPARTITION DES CAS



Sources : WHO, European Center for Disease Prevention and Control, Graphic News.

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE			
Amusez-vous!	SPORTS 8	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 11	Loteries	A10
Bourses	AFFAIRES 8 et 9	Monde	A16 et A17
Décès	AFFAIRES 12	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 10
Forum	A18 et A19	Sudoku	AFFAIRES 4
Météo			
Nuageux avec faible pluie, maximum 21, minimum 13. AFFAIRES 12			

Les recommandations de l'OMS

- Dans les régions affectées, les gouvernements peuvent par exemple déclarer l'état d'urgence.
 - Tous les pays doivent informer l'Organisation de l'évolution de la pandémie.
 - L'Organisation conseille aux personnes atteintes d'une maladie respiratoire grave de rester à la maison et de limiter leurs contacts avec les autres membres du foyer.
 - Les mesures d'isolement peuvent s'accompagner de la fermeture des écoles et de l'ajustement des heures de travail, afin d'éviter que trop de personnes entrent en contact les unes avec les autres.
 - Les gouvernements peuvent également encourager la réduction des déplacements ainsi que les rassemblements liés aux transports publics, mais l'OMS ne recommande pas officiellement des restrictions des voyages vers les pays touchés.
 - Les pays touchés sont invités à distribuer des antiviraux et à procurer les vaccins adéquats.
 - Les pays doivent planifier la distribution de vaccins et accélérer la préparation de campagnes de vaccination de masse.
- Agence France-Presse



PHOTO AMR ABDALLAH DALSH, REUTERS

Mardi dernier, à l'Université américaine du Caire, quelque 200 personnes ont été isolées dans le dortoir de l'Université: plusieurs personnes avaient été testées positives au virus de la grippe A (H1N1).

L'OMS a décidé de faire passer son niveau d'alerte de 5 (pandémie imminente) à 6 (pandémie).

Le Mexique et les États-Unis demeurent les pays les plus touchés par le virus. Mais au cours des derniers jours, plusieurs cas se sont déclarés en Australie. Au Chili, le nombre des malades a plus que triplé en deux jours, atteignant désormais 1694 personnes.

Et il ne pourrait s'agir que de la pointe de l'iceberg selon M. Weiss. « Actuellement, on ne compte aucun cas en Afrique, remarquable-t-il. Pas parce qu'il n'y en a pas. Mais parce qu'on ne suit pas ce qui s'y passe. Il pourrait y avoir déjà plusieurs cas sur ce continent. » Et puisque les pays d'Afrique sont moins fortunés, la grippe pourrait y faire plusieurs victimes.

Pas de panique au Québec

Au Québec, le nombre de cas de grippe augmente lentement.

La province a enregistré 39 nouveaux cas hier. « Le nombre de cas continue d'augmenter, mais la majorité demeure peu sévère », a déclaré le directeur national de la santé publique du Québec, le D^r Alain Poirier.

À Montréal, les hôpitaux pédiatriques notent une affluence accrue aux urgences, principalement pour des cas de grippe. Mais le D^r Poirier assure que les établissements sont prêts à répondre à la demande.

Maintenant que la pandémie est déclarée, très peu de choses changeront au Québec, assure le D^r Poirier. Des sites hors hôpitaux pouvant accueillir et traiter des patients advenant une pandémie majeure sont en préparation. « Mais on ne doit pas les déployer maintenant », dit le D^r Poirier.

Et la préparation à la vaccination massive, prévue pour l'automne, s'accélère (voir encadré).

Selon le numéro deux de l'OMS, le D^r Keiji Fukuda, le virus de la pandémie « va circuler dans le monde entier pendant un à deux ans ».

Si la panique ne semble pas encore s'être installée dans le monde, c'est que la virulence du virus est équivalente à celle de la grippe saisonnière. « Mais sa transmission est beaucoup plus efficace. La grippe saisonnière tue environ 1000 personnes par année ici. La H1N1 infecte trois fois plus de monde et on peut donc s'attendre à ce qu'elle fasse trois fois plus de victimes », explique Éric Frost, microbiologiste-infectiologue à l'Université de Sherbrooke.

— Avec AFP, AP et PC

LIRE LA SUITE DE NOTRE DOSSIER EN PAGE A5 ET L'ÉDITORIAL PANDÉMIE: ET APRÈS? D'ARIANE KROL EN PAGE A18

HÔPITAL DE JOLIETTE

Le virus touche le personnel

ÉMILIE CÔTÉ

Une dizaine de membres du personnel de l'hôpital de Joliette ont été infectés par la grippe A (H1N1) depuis une semaine.

« Deux cas ont été confirmés en laboratoire », explique Sophie Vallerand, directrice des communications à l'Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière. Les autres ont été diagnostiqués sur la base de leurs symptômes. « Ces gens-là sont restés à la maison pour une durée d'une semaine. »

Aucun cas n'est grave, précise M^{me} Vallerand. Un suivi a également

été effectué auprès des patients qui peuvent avoir été en contact avec les membres du personnel concernés. « Nous avons fait une désinfection des surfaces de l'hôpital touchées souvent comme les poignées de porte, les interrupteurs et la robinetterie », ajoute la directrice des communications.

Ce n'est pas un laisser-aller de l'hôpital dans les mesures d'hygiène qui a causé la contamination d'une dizaine de ses employés. « C'est un virus qui est rendu dans la communauté, précise M^{me} Vallerand. Cela ne veut pas dire que le virus a été attrapé à l'hôpital. Le virus est partout. »

COMMENT SE PRÉMUNIR CONTRE LA GRIPPE A (H1N1)

Il n'existe aucun vaccin contre la grippe A (H1N1). Mais les antirétroviraux utilisés pour traiter la grippe conventionnelle devraient aider les malades à guérir en cas de pandémie. Pour éviter d'être infecté, l'Agence de la santé publique du Canada propose les conseils suivants.

- > Se laver les mains soigneusement avec du savon et de l'eau tiède, ou un désinfectant.
- > Se couvrir la bouche en cas de toux ou d'éternuement.
- > Recevoir son vaccin annuel contre la grippe.
- > Poursuivre ses activités habituelles, mais rester à la maison en cas de maladie.
- > Consulter un médecin en cas de symptômes de grippe graves.
- > Avant de partir en voyage, consulter les avis à www.voyage.gc.ca.

Pour toute question, appeler le 1-800-454-8302.



IVAN ALVARADO, REUTERS

Aéroport international de Santiago (Chili): chaque pays doit désormais mettre en branle un plan de pandémie.

PAS DE VACCIN AVANT L'AUTOMNE

Les compagnies qui fabriquent les vaccins ne seront pas en mesure de produire des vaccins contre la grippe A (H1N1) avant l'automne. Elles devront tout d'abord terminer la production des vaccins pour la grippe saisonnière. Pour l'instant, aucun vaccin ne peut donc freiner la pandémie. Mais puisque le virus est peu virulent, les autori-

tés refusent de s'inquiéter. En attendant, les hôpitaux peuvent faire usage de médicaments antiviraux, comme le Tamiflu, explique le micro-biologiste-infectiologue de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, Karl Weiss. « Il va falloir en utiliser beaucoup. Ça va faire partie de la gestion de la lutte contre la pandémie », dit-il.

PAS D'IMPACT SUR LES VOYAGES, POUR L'INSTANT

Même si la grippe A (H1N1) atteint maintenant le stade de la pandémie, les pays ne doivent pas pour autant fermer leurs frontières, ni limiter les voyages et le commerce internationaux, a précisé, hier, l'Organisation mondiale de la santé. Les voyageurs ne devraient donc pas subir

de restriction. Mais Kar Weiss, micro-biologiste-infectiologue à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, croit qu'il faudra regarder attentivement les réactions des pays au fil de l'évolution de la pandémie. « Chaque pays a maintenant l'obligation de mettre un plan de pandémie en branle. Cela pourra avoir

différents effets. Par exemple, des pays pourraient décider de fermer leurs frontières », affirme-t-il, en ajoutant que parfois, les décisions prises en situation de crise « ne sont pas nécessairement logiques ». — Ariane Lacoursière

Grand solde d'ouverture de notre 14^e magasin!

ÉPARGNES INCROYABLES DANS TOUS NOS MAGASINS !



CRUCHE REFRIGÉRANTE VIVA

- Résistante au choc thermique;
- Va au lave-vaisselle;
- Comprend un espace pour insérer la glace afin que votre boisson ne soit pas diluée lors de sa fonte.



9⁹⁵ / était 14⁹⁵



TIRE-BOUCHON À LEVIER TRULEVER

49⁹⁵ / comparé 69⁹⁵

WOW



ENSEMBLE DE VAISSELLE 20 PIÈCES TWIGS

SERVICE POUR 4



ÉPARGNEZ 20%

55⁹⁵ / était 69⁹⁵

T-FAL

POÊLE 30 CM EN INOX AVEC THERMO SPOT ET INTÉRIEUR EN PROMÉTAL

- Nouvelle technologie à induction;
- Épaisseur professionnelle en inox.



ÉPARGNEZ 50%

49⁹⁵ / était 99⁹⁵

KitchenAid

ENSEMBLE ROBOT CULINAIRE À GRAND GOULOT DE 13 PIÈCES

CADEAU À L'ACHAT



Ens. 16 pièces de couteaux et bloc de bois

VALEUR DE 134⁹⁹

ÉPARGNEZ 40%

259⁹⁵ / était 299⁹⁵



MACHINE À CAFÉ EN INOX

- Carafe thermique 10 tasses;
- Programmation 24 heures;
- Filtre à café à ton or.



ÉPARGNEZ 40%

69⁹⁵ / était 119⁹⁵

GORDON RAMSAY

POÊLE À SAUTÉ 3L AVEC COUVERCLE

- Capacité 4 tranches;
- Minuterie 90 minutes;
- 1500 watts.



PRIX D'ESSAI !

ÉPARGNEZ 60%

89⁹⁵ / était 149⁹⁵



ENSEMBLE À FAJITA

Poêlon en fonte émaillée avec sous-plat de bambou et manique pour le manche.



19⁹⁵ / comparé 24⁹⁵



OREILLER DOUBLE COMFORT

- Hypoallergène;
- Garanti 6 ans.

19⁹⁵ / Standard • était 29⁹⁵

23⁹⁵ / Grand • était 34⁹⁵

29⁹⁵ / Très grand • était 44⁹⁵

ÉPARGNEZ 30%



ENSEMBLE DE DRAPS 1 000 FILS AU POUCE

Comprend : 1 drap plat, 1 drap contour et 1 paire de taies d'oreillers

- Variété de couleurs assorties;
- 100 % coton.

TOUTES LES GRANDEURS

ÉPARGNEZ JUSQU'À 65%

79⁹⁵

était 159⁹⁵ - 249⁹⁵

SERVIETTE DE PLAGE LUNA B.

- Unies et jacquards;
- 40po x 70po et 30po x 72po.

ÉPARGNEZ JUSQU'À 30%

14⁹⁵ - 19⁹⁵

/ était 19⁹⁵ - 29⁹⁵



COUSSINS EN IMITATION DE SOIE

Disponible en 12 couleurs mode.

9⁹⁵ / était 16⁹⁵

ÉPARGNEZ 40%

SUR NOTRE COLLECTION DE COUSSINS EN IMITATION DE SOIE



ENSEMBLE COMPLET 11 PIÈCES VENETIAN

ÉPARGNEZ 50%

149⁹⁵ / Grand était 299⁹⁵

199⁹⁵ / Très grand était 399⁹⁵

OFFRE DE SOMMIER GRATUIT!

Achetez un matelas et obtenez un sommier gratuit*



LINEN CHEST

parce que l'on est bien chez soi !

NOUVEAU

ANJOU (GALERIES D'ANJOU) 514.354.6314 • MONTRÉAL (CENTRE ROCKLAND) 514.341.7810 • MONTRÉAL (PROM. CATHÉDRALE) 514.282.9525 • BROSSARD (PLACE PORTOBELLO) 450.671.2202 • BOUCHERVILLE (CARREFOUR DE LA RIVE-SUD) 450.641.4942 • KIRKLAND (CENTRE RIOCAN) 514.694.6276 • BOISBRIAND (LE FAUBOURG BOISBRIAND) 450.420.3593 • LAVAL (GALERIES LAVAL) 450.681.9090

14 MAGASINS POUR MIEUX VOUS SERVIR ! VISITEZ WWW.LINENCHEST.COM POUR CONSULTER NOTRE CIRCULAIRE

Les offres se terminent le 28 juin 2009 ou jusqu'à épuisement des stocks. *Achetez un matelas et obtenez le sommier assorti gratuitement.

Et puis ? Et puis rien



MARIE-CLAUDE LORTIE
CHRONIQUE

« **A** lors, je devrais paniquer ? » Une urgentiste calée côté maladies infectieuses est au bout du fil, entre deux patients.

Je suis un peu gênée de lui faire prendre le temps de sa pause café pour répondre à mes questions, sauf que j'ai un problème. Je suis incapable de m'inquiéter à la suite de la décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de déclarer officiellement une « pandémie » de H1N1. Est-ce grave, docteur ?

« Non, pas du tout. Aucun besoin de paniquer. La réalité, c'est que c'est actuellement une maladie tout à fait bénigne. Moins morbide et moins mortelle que la grippe saisonnière habi-

tuelle. Sauf que c'est vrai, oui, il y en a partout. »

Partout ?
Oui, partout. Dans les garderies, dans les écoles, dans les bureaux, chez le personnel hospitalier.

« Juste aujourd'hui, j'ai dû rappeler 30 patients pour leur dire qu'ils avaient des résultats positifs. »

Et puis ?
Et puis, rien du tout. Dans 99,9999 % des cas, le patient va bien après deux ou trois jours. Et même moins.

La maladie est à ce point bénigne dans certains cas – on ne parle pas, évidemment, des gens dont le système immunitaire est affaibli et qui sont vulnérables – que des gens l'ont attrapée sans le savoir. Ils pensaient avoir eu un petit

rhume. Ce sont des tests effectués auprès du personnel hospitalier, même asymptomatique, qui ont montré ce phénomène.

Sauf que lorsque le médecin appelle à la maison pour dire à un patient qu'il fait maintenant partie officiellement des cas de H1N1 répertoriés, l'ex-malade s'inquiète quand même. « Les gens pleurent au bout du fil, même s'ils sont redevenus en parfaite santé », me raconte un médecin. Comme s'ils refusaient de croire à cette banalité. Et que les organismes de santé publique ne réussissent pas à trouver les mots justes et les moyens efficaces pour à la fois nous calmer

complètement élucidés – n'ont pas aidé.

Pourtant, il est maintenant officiellement dit que le taux de mortalité du virus est bas. Un peu plus et on aurait presque envie de l'attraper maintenant cette bestiole, histoire de se bâtir quelques anticorps juste au cas où elle décidait de muter et de devenir plus féroce.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas que le H1N1 qui circule, il y a aussi la grippe saisonnière classique. En tout, trois virus se baladent encore, me dit-on. Et comme personne n'a envie d'attraper une grippe qui pourrait s'avérer pénible et dangereuse, vaut mieux

malade, pour ne pas pulvériser sa maladie sur tout le monde, on aide à prévenir la propagation de tous les virus. Une bonne idée, car il y a toujours, partout, des gens au système immunitaire affaibli.

Mais est-on devant un SRAS no 2 ?

Tellement pas !

Même l'OMS parle de « sévérité modérée » et ne s'attend pas à une hausse subite de la mortalité même en cas de deuxième vague renforcée avec le retour de la saison grippale à l'automne.



La maladie a fait officiellement 144 morts dans le monde, jusqu'à présent.

Les victimes du sida et de la malaria, elles, se comptent par millions. Il y a quelque chose de gênant à regarder les tableaux de statistiques de l'OMS en marge de leurs nombreuses pages d'information concernant la H1N1. Entre le VIH, le paludisme, la diarrhée et la tuberculose, cette grippe a l'air pour l'instant d'une fourmi de pays industrialisés qui toussote et parle à peine avec le nez bouché.

La maladie est à ce point bénigne dans certains cas que des gens l'ont attrapée sans le savoir. Ils pensaient avoir eu un petit rhume.

et expliquer leur état d'alerte.

Qu'ils surveillent la situation d'aussi près nous inquiète en soi. Et les décès qui ont fait les manchettes, chez les jeunes gens en santé, au Mexique, au début de la crise, fin avril – cas encore pas

continuer de suivre les recommandations anticontagion qui ont été diffusées au sujet de la H1N1. En se lavant bien les mains avec du savon, en ne touchant pas les gens qui ont des symptômes... Et en se mettant un masque, quand on est

Le Canada préoccupé par les autochtones

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Le Canada enquête sur l'impact de la grippe A (H1N1) sur ses populations autochtones, ont indiqué les autorités sanitaires hier, tout en minimisant les craintes que ces communautés soient touchées plus sévèrement que d'autres.

« Il y a des informations sur des cas plus graves dans certaines régions du pays. C'est une préoccupation et nous enquêtons », a déclaré la ministre de la Santé, Leona Aglukkaq. « Il faut éviter les spéculations et se fonder sur la science », a cependant fait valoir la ministre, au cours d'un point de presse après la décision de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de déclencher le niveau 6

« Nous n'avons pas les données pour comprendre pourquoi certaines communautés (sont touchées). »

d'alerte maximale face à la grippe porcine.

M^{me} Aglukkaq, elle-même inuite, a indiqué que les autorités avaient envoyé du personnel supplémentaire ainsi que du matériel médical dans des communautés autochtones isolées. Mais les autorités ont indiqué ne pas disposer d'un décompte des cas de grippe dans les communautés amérindiennes.

« Ce n'est pas une maladie indigène », a souligné de son côté le D^r David Butler-Jones, administrateur en chef de la santé, affirmant que la maladie frappait tout le monde » et pas spécialement les Amérindiens.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait souligné mardi que certaines populations vulnérables sont particulièrement exposées à l'épidémie et avait cité le cas de communautés inuites ou amérin-

diennes du Canada « où un nombre disproportionné de cas graves » a été constaté.

L'inquiétude régnait dans des communautés amérindiennes du Manitoba, où 26 personnes, dont la moitié amérindienne, ont été placées sous respiration artificielle pour des problèmes pulmonaires graves.

Plusieurs membres de communautés isolées, dont des enfants, ont dû être transportés d'urgence à Winnipeg, capitale du Manitoba, et des chefs de communautés autochtones ont reproché aux autorités d'avoir tardé à leur venir en aide.

Le nombre de cas de grippe a également augmenté dans le territoire autonome inuit du Nunavut, passant de 25 à 96 au cours des derniers jours.

« Nous n'avons pas les données pour comprendre pourquoi certaines communautés (sont touchées) et il est beaucoup trop tôt pour conclure, sur la base d'une ou deux communautés, que la maladie est plus grave chez certains groupes ethniques », a souligné le D^r Butler-Jones.

Il a indiqué ne pas avoir de chiffres sur la gravité des cas dans les communautés autochtones. Selon le dernier bilan, le Canada compte près de 3000 cas de grippe, dont 138, soit environ 5 %, ont nécessité une hospitalisation.

Les autochtones (Amérindiens, métis et Inuits) sont environ 1,2 million sur une population de 33,5 millions de Canadiens.

M. Butler-Jones s'est montré relativement optimiste, exprimant l'espoir que le nombre de cas allait diminuer avec l'arrivée de l'été et de la chaleur.

M^{me} Aglukkaq s'est aussi voulue rassurante, soulignant que le Canada était préparé à la décision « principalement technique » prise par l'OMS et que cela ne changerait pas l'approche canadienne face à la maladie. « Heureusement, la grande majorité des cas de la maladie au Canada demeurent bénins », a-t-elle dit.



PHOTO BLAIR GABLE. REUTERS

« Il y a des informations sur des cas plus graves dans certaines régions du pays. C'est une préoccupation et nous enquêtons », a déclaré hier la ministre de la Santé, Leona Aglukkaq.

Exportation du porc canadien

Ottawa implore ses partenaires de ne pas boycotter

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Le Canada a appelé de nouveau hier ses partenaires commerciaux à ne pas imposer de restrictions aux exportations de porc canadien, après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) eut déclenché le niveau 6 d'alerte face à la grippe porcine ou A (H1N1).

« Bien que la situation soit grave, l'OMS a recommandé que les frontières internationales demeurent ouvertes et que les échanges commerciaux se poursuivent librement », ont déclaré dans un communiqué commun les ministres du Commerce international et de l'Agriculture, Stockwell Day et Gerry Ritz.

ment de la première alerte pandémique du siècle, l'Organisation internationale de la santé animale a rappelé que les produits porcins « ne sont pas une source d'infection ».

« Malheureusement, certains partenaires commerciaux maintiennent toujours des restrictions sur les importations canadiennes sans preuve scientifique à l'appui », ont dit les ministres. « Nous continuerons de collaborer avec ces pays pour les aider à prendre une décision éclairée et à rétablir l'ensemble du commerce associé à la viande de porc et au porc vivant », ont-ils ajouté.

En 2008, les exportations canadiennes de viande de porc se sont élevées de 2,7 milliards de dollars.

LES PRIX POP

2995

Le fourre-tout géant

Forme souple déstructurée avec chaîne à la ganse. Une exclusivité Simons. Pvc noir, brun, caramel.

simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS

Un centre sportif de 100 millions à Laval

EXCLUSIF

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Laval s'apprête à entreprendre la construction d'un centre sportif et culturel qui nécessitera des investissements de 100 millions de dollars. Le complexe comprendra trois patinoires et serait assez vaste pour notamment accueillir un jour un club de hockey de la Ligue américaine, le Centre d'entraînement national de patinage de vitesse courte piste, ainsi que des spectacles à grand déploiement, a appris *La Presse*.

« C'est coulé dans le ciment », a indiqué l'une de nos sources. Le complexe sera construit dans le secteur du carré Laval, dans le quadrilatère délimité par les boulevards Saint-Martin, au nord, du Souvenir, au sud, Daniel-Johnson, à l'ouest, et l'autoroute des Laurentides, à l'est. Il aura un stationnement

Le complexe pourrait accueillir un club de hockey de la Ligue américaine. Le nom des Bulldogs de Hamilton a été mentionné.

extérieur de 3500 places et un autre, intérieur, de 50 places. Il sera à moins de 20 minutes de marche de la station de métro Montmorency. Les coûts de construction du complexe sont situés entre 93 et 108 millions, selon les scénarios à l'étude.

Pour la réalisation du projet, qui portera le nom de Complexe multifonctionnel sportif et culturel, la Ville aura trois partenaires: les gouvernements fédéral et pro-

vincial, et l'entreprise privée. À Québec, le dossier est piloté par la ministre Michelle Courchesne et, à Ottawa, par le ministre Christian Paradis. Pour ce qui est de l'entrepreneur privé, il souhaite garder l'anonymat tant que le projet ne sera pas lancé officiellement.

Dans une partie du complexe, il y aura une patinoire réglementaire pour le hockey, entourée de 7000 sièges et de 20 loges. L'acoustique permettra de convertir cet endroit en une salle de spectacle avec 1500 fauteuils de plus.

Une autre patinoire de dimension olympique, entourée de gradins pouvant accueillir 2000 personnes, servira notamment à l'entraînement des patineurs de vitesse sur courte piste. Finalement, il y a aura une troisième patinoire destinée au hockey et entourée de 250 sièges. Le patinage artistique aura également sa place.

Dans le complexe, il y aura un gymnase, un bureau de médecine sportive, un local pour la vente d'articles de sport et une aire de restauration. De plus, un secteur de 15 000 pieds carrés est prévu pour des bureaux.

Avant que les gouvernements et l'entreprise privée ne soient saisis du projet, les représentants de la firme responsable de réaliser une étude de faisabilité se sont rendus dans six villes d'Ontario et de Colombie-Britannique, ainsi que dans un État américain, visiter des complexes sportifs qui s'apparentent à celui que l'on veut réaliser à Laval. Par la suite, une maquette a été remise aux représentants des gouvernements fédéral et provincial avec une présentation détaillée.

Un arène de 7000 sièges est trop vaste pour un club de la Ligue de hockey junior majeur du Québec. Il serait toutefois



Plusieurs scénarios sont à l'étude pour ce qui est des coûts de construction du Complexe multifonctionnel sportif et culturel à Laval, qui aura trois patinoires, selon ce qu'a appris *La Presse*. Ces coûts, selon les infrastructures retenues, vont se situer entre 93 et 108 millions de dollars.

adéquat pour accueillir un club de la Ligue américaine. Le nom des Bulldogs d'Hamilton a d'ailleurs été évoqué au cours d'entretiens avec des personnes très au courant du projet. C'est que le club-école du Canadien de Montréal devrait se trouver une autre niche si Hamilton devait obtenir une franchise de la Ligue nationale de hockey.

Les artisans du projet veulent que le complexe ouvre ses portes dans un an et demi ou deux ans au plus tard.

Joint au téléphone, le porte-parole de l'administration du maire Gilles Vaillancourt, Marc Laforge, a mentionné qu'une importante

nouvelle dans les domaines sportif et culturel serait bientôt annoncée. Il a refusé d'en dire plus.

Pas d'impôt foncier

Un proche de l'administration municipale a indiqué à *La Presse* que ce projet n'entraînerait pas de hausse d'impôt foncier pour les contribuables. « Une partie du surplus de l'exercice financier de 2008, qui est de 50 millions, sera utilisée, ce qui représentera la part de la Ville dans cette réalisation. Le terrain où la construction sera réalisée appartient à la municipalité. Ce complexe sera géré par un organisme à but non lucratif. À ceux qui diront qu'il

ne s'agit de d'une promesse électorale, je pense fortement que M. Vaillancourt n'en a pas besoin pour se faire réélire », a ajouté cet interlocuteur qui a requis l'anonymat.

Par ailleurs, les responsables d'organisations de hockey mineur de Laval auront à leur disposition, dès septembre, deux nouvelles patinoires intérieures d'entraînement. Elles seront construites par le Groupe Guimond au coût de 5,5 millions, du côté nord de l'autoroute 440, entre l'autoroute 13 et le boulevard Labelle. Cet entrepreneur n'a reçu aucune subvention pour réaliser ce complexe.

CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE

Le maire Tremblay pédale en mode compromis

SARA CHAMPAGNE

Le maire Gérald Tremblay prend au sérieux les plaintes des cyclistes de performance du circuit Gilles-Villeneuve. « On va trouver une solution dans les plus brefs délais », a-t-il lancé du tac au tac à *La Presse*, au cours d'une conférence pour dégager des sommes d'urgence afin de venir en aide aux démunis de Montréal.

Aussitôt qu'il a pris connaissance de la cohabitation chaotique vélo-auto, le maire assure qu'il a contacté son frère, Marcel Tremblay, responsable du dossier à l'exécutif de son administration municipale. Ce dernier a joint la direction générale de la Société du parc Jean-Drapeau, en matinée hier, pour trouver « un compromis acceptable pour tout le monde ».

« Montréal est une ville de cyclistes », a rappelé Gérald Tremblay. Le Tour de l'île vient de fêter son 25^e anniversaire. Nous venons d'implanter le système de vélos Bixi. Il y a certainement une façon d'organiser les horaires pour faciliter la cohabitation des cyclistes et automobilistes sur le circuit », a-t-il dit.

À la suite d'un article publié hier dans *La Presse*, révélant les détails d'une engueulade musclée entre deux cyclistes et un gestionnaire de la Société du parc Jean-Drapeau, la direction a pour sa part choisi de demeurer peu bavard.

Impossible de savoir ce qui va advenir des dos d'âne installés pour rendre le circuit imprati-



PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

La Fédération québécoise des sports cyclistes recommande à la Société du parc Jean-Drapeau et à la Ville de Montréal de consacrer « le Circuit à l'entraînement et non à la promenade ». Afin d'y parvenir, la Fédération estime que les cyclistes de promenade devraient être dirigés vers les 450 kilomètres de pistes cyclables que compte désormais Montréal.

cable à haute vitesse. De même que les solutions envisagées.

Nathalie Lessard, porte-parole de la société paramunicipale, a d'abord dit: « On n'accordera plus d'entrevue d'ici la rencontre avec les fédérations concernées, dont Vélo Québec. »

« On veut juste préciser qu'il s'agit d'un problème avec les cyclistes de performance, pas

avec les cyclistes en général, de promenade. La rencontre aura lieu mardi. Et on fera le point par la suite », a-t-elle ajouté.

Pétition

Sur le site internet de Vélo Québec, une pétition demeurera en ligne encore toute la journée.

Au moment de mettre sous presse, hier, elle comptait

près de 3000 signataires. En plus de dénoncer la situation, la Fédération québécoise des sports cyclistes recommande à la Société du parc Jean-Drapeau et à la Ville de Montréal de consacrer « le Circuit à l'entraînement et non à la promenade ».

Afin d'y parvenir, la Fédération estime que les cyclistes de promenade devraient être dirigés vers les 450 kilomètres

MANIFESTATION DE CYCLISTES

Une manifestation sportive et pacifique aura lieu ce soir à 18 h sur le circuit Gilles-Villeneuve. Des cyclistes et des patineurs à roulettes se sont donné rendez-vous sur le circuit pour protester contre la décision de la Société du parc Jean-Drapeau d'y installer des barrières de ralentissement et des dos d'âne. « On veut démontrer de manière pacifique que l'on tient au circuit Gilles-Villeneuve. C'est l'endroit idéal où les cycloportifs de tout acabit peuvent s'entraîner en toute quiétude », indique Louis Courcelles, membre fondateur du Comité pour l'accès au circuit Gilles-Villeneuve aux cycloportifs. Ce comité s'est formé en début de semaine en réaction à la décision de la Société qui gère le circuit. Les membres de ce comité sont des associations sportives, dont la Fédération québécoise des sports cyclistes ainsi que des athlètes comme la médaillée paralympique Chantal Petitclerc.

Les sportifs prévoient faire des tours de la boucle de 5 km de 18 h à 19 h. - Caroline Touzin

de pistes cyclables que compte désormais Montréal.

L'accès aux véhicules sur le circuit devrait être restreint. Et une voie devrait être créée pour le patin à roulettes, ajoute-t-on. La Fédération voudrait enfin « rédiger des consignes de sécurité en collaboration avec les groupes cycloportifs » pour notamment rendre obligatoire le port du casque de vélo.

« Made in Quebec »

BATEAUX

NORDIC BOATS

COLLECTION 2010

Le seul fabricant ouvert au public !

à partir de 19 995 \$*

GARANTIE À VIE

SPIDER

* « Easy rider »

1 888 364-2403 www.nordicboat.ca

Soyez rapide.

Pour un temps limité, obtenez toute la rapidité de Bell Internet Performance au meilleur prix de l'année.



BELL INTERNET
PERFORMANCE

24 95\$/MOIS
pour 12 mois
avec un forfait²

JUSQU'À 7 MBPS¹

- Économie de 180 \$
- Parfait pour les portables avec le réseautage à domicile sans fil gratuit
- 60 Go – le double d'utilisation de la concurrence³
- Gamme complète de services de sécurité incluse
- Installation complète et personnalisée incluse⁴

1 866 357-3181 • bell.ca/performance • Visitez un magasin Bell

Offert dans les magasins Bell suivants:

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
BELOEIL
Mail Montenach
BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville
BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand
BOUCHERVILLE
1052, rue Lionel-Daunais
BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DIX30
CHAMBLY
909, boul. Périgny
CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay
COATICOOK
Place J.R. Lefebvre
COWANSVILLE
Domaine du Parc
DELSON
5, route 132
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean
DORION-VAUDREUIL
84, boul. Harwood
DORVAL
Les Jardins Dorval
DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
Promenades Drummondville
GATINEAU
1065, boul. de la Carrière
Promenades de l'Outaouais
GRANBY
Galeries de Granby
HULL
Galeries de Hull
JOLIETTE
2, Place Bourget Sud
Les Galeries Joliette
LACHINE
2409, 46^e Avenue
LAFONTAINE
2121, boul. Labelle
LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
LAVAL
691, boul. Curé-Labelle
1655, boul. St-Martin Ouest
5330, boul. des Laurentides
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothee
Mégacentre Vimont Laval
LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
2771, boul. Jacques-Cartier Est
Place Longueuil
MAGOG
Galeries Orford
MONTREAL
852, rue Ste-Catherine Ouest
4098, rue Ste-Catherine Ouest
4399, rue St-Denis
6655, rue St-Jacques Ouest
8500, rue Lajeunesse
9280, boul. de l'Acadie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Carrefour Industrielle Alliance
Centre Eaton – kiosque
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Plaza Côte-des-Neiges
Promenades Cathédrale – kiosque
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)
MONTREAL-NORD
Centre Forest
Place Bourassa
MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite
PINCOURT
Faubourg de l'Île – kiosque
POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est
POINTE-CLAIRE
Centre Fairview
REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord
ROSEMERE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemere
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield
SHAWINIGAN
Plaza de la Mauricie
SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
Place Belvédère
SOREL
Les Promenades de Sorel
ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno
STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin
ST-EUSTACHE
66, rue Dubois
Place St-Eustache
ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5190, boul. Cousineau
ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe
ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU
391, boul. du Séminaire Nord
Carrefour Richelieu
ST-JEROME
Le Carrefour du Nord
ST-LAURENT
4232, rue Seré
La Place Vertu
ST-LEONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est
ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale
TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne
TROIS-RIVIERES
5591, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières
VICTORIAVILLE
567, boul. des Bois-Francis Sud
La Grande Place des Bois-Francis

la vie est **Bell**

« L'ère de difficultés est terminée »

L'UQAM adopte un plan de retour à l'équilibre étalé sur sept ans

MARIE ALLARD

L'UQAM a franchi un pas important vers sa relance en adoptant un plan stratégique et un plan de retour à l'équilibre étalé sur sept ans. «L'ère de difficultés qui s'est ouverte avec la mise au jour de la dérive immobilière de l'UQAM est maintenant terminée», a assuré le recteur Claude Corbo, qui a reçu *La Presse* hier dans son bureau.

La situation n'est pas parfaite: le budget 2009-2010 de l'UQAM anticipe un déficit de 16,7 millions, supérieur de 6 millions à celui de cette année. «Sur un

« Nous sommes très heureux de recevoir le plan de redressement de l'UQAM, a commenté l'attachée de presse de la ministre de l'Éducation. Nous constatons tout le travail fait par l'UQAM. »

budget de 350 millions, c'est 5%», a nuancé le recteur. Une baisse des effectifs étudiants (recul de 435 étudiants équivalent temps plein), peut-être liée à la grève des professeurs qui a affecté l'université ce printemps, explique en partie ce déficit. Neuf millions devront aussi être déboursés pour couvrir la dette obligataire de 150 millions.

Quant au retour à l'équilibre, il n'est pas envisagé pour dans cinq ans, tel que demandé par Québec.

Deux ans de plus sont nécessaires pour y arriver, a plaidé M. Corbo. «Une entreprise qui contrôle ses revenus peut les faire varier à la hausse et se rapprocher plus rapidement de l'équilibre, a-t-il dit. Si nous contrôlions les frais de scolarité, je ne dis pas qu'on les augmenterait, mais théoriquement ce serait possible.» Or, c'est Québec qui fixe les droits de scolarité et les subventions consenties aux universités.

Plus d'étudiants, plus d'argent

«Même si la chose apparaît paradoxale, pour arriver à l'équilibre il faut consentir des dépenses», a fait valoir le recteur. Le gouvernement l'a bien compris, selon lui, en finançant 135 nouveaux postes de professeurs ainsi que des hausses de salaire, lors de la signature de la convention collective des professeurs.

«On évalue à environ de 13 à 15 millions les revenus supplémentaires annuels générés» par ces mesures, d'ici trois ans, précise un document déposé au conseil d'administration de l'UQAM mercredi soir. Comment? Plus de professeurs pourront encadrer plus d'étudiants – 1340 nouveaux aux cycles supérieurs par an, d'ici sept ans – qui généreront plus de revenus.

Vers la vente des résidences et stationnements?

L'UQAM s'est déjà serré la ceinture: une cinquantaine de programmes ont été fermés depuis 2000, de même qu'un bar et le magasin Bureauophile. Cinq édifices ont été vendus (bibliothèque Saint-Sulpice, ancien pavillon des sciences,

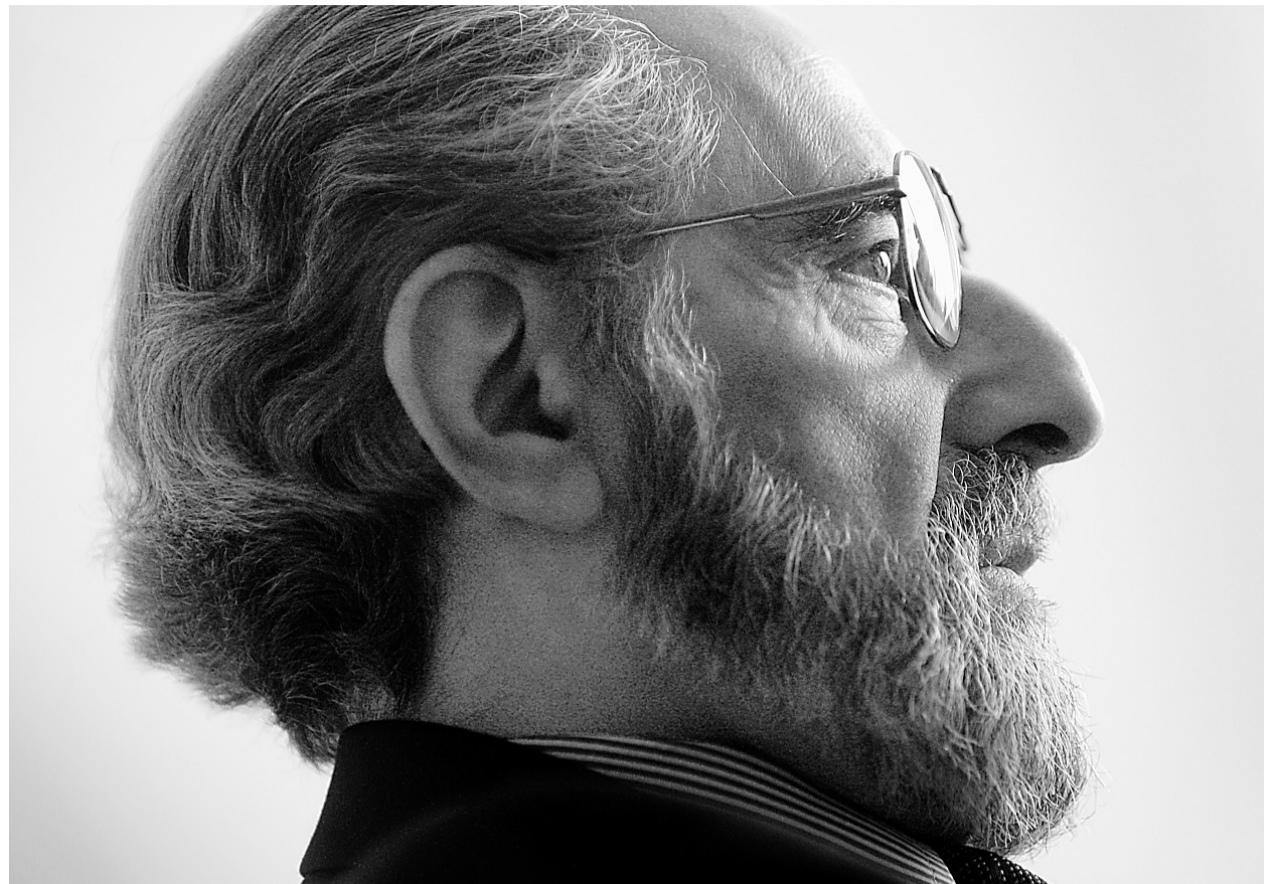


PHOTO MARTIN CHAMBERLAND. LA PRESSE

«Nous sommes entrés dans une période de développement, plutôt que de s'arracher les cheveux à cause de développement immobilier mal conçu», a dit hier à *La Presse* Claude Corbo, recteur de l'UQAM.

édifice La Patrie, domaine de Mascouche et un autre édifice de la rue Sainte-Catherine) et le potentiel de vente des résidences, des stationnements et du centre écologique la Huardière, de Saint-Michel-des-Saints, est évalué.

Reste à boucler les négociations avec les 2400 employés-étudiants de l'UQAM, dont la convention collective est échue depuis le 31 mai 2008. «Nous

sommes optimistes de parvenir à un règlement dans un avenir rapproché», a dit M. Corbo.

Déficit cumulé de 116 millions en 2015-2016

Enfin, quand le budget annuel de l'UQAM générera un surplus (de 1,5 million) en 2015-2016, il restera à s'attaquer au déficit cumulé. Il atteindra alors 116 millions. «Nous rejoindrons l'ensemble

des universités québécoises, c'est un problème que nous ne sommes pas les seuls à avoir», a souligné le recteur.

«Nous sommes très heureux de recevoir le plan de redressement de l'UQAM, a commenté Kim Ledoux, attachée de presse de la ministre de l'Éducation. Nous constatons tout le travail fait par l'UQAM. Nous analyserons les documents et nous verrons les suites à lui donner.»

L'îlot Voyageur sera vendu incessamment

MARIE ALLARD

L'îlot Voyageur, vaste chantier immobilier abandonné depuis deux ans à l'angle Berri et Ontario, sera vendu incessamment. «C'est exact», a confirmé Claude Corbo, recteur de l'UQAM.

«À l'heure actuelle, l'îlot Voyageur ne constitue plus un problème pour l'UQAM», a-t-il souligné. Une fiducie de 200 millions a été créée par Québec

en novembre dernier, afin de rembourser les frais que l'UQAM doit payer en attendant la vente du projet. «Tant que ce ne sera pas fait, nous serons techniquement, juridiquement et financièrement responsables, a reconnu le recteur. Mais en réalité, ce n'est plus un problème.»

C'est le ministère des Finances qui négocie actuellement avec la firme Busac, partenaire d'affaires de l'UQAM et propriétaire

de l'îlot Voyageur. «On est à pied d'œuvre, on travaille très fort pour trouver une solution, a dit Anne-Sophie Desmeules, attachée de presse du ministre des Finances. On est toujours en négociation.»

L'UQAM envisage de poursuivre au civil l'ex-recteur Roch Denis, l'ex-vice-recteur responsable des affaires financières Mauro Malservisi et l'ex-directeur du développement, Nicolas

Buono. «Cette question est toujours à l'étude», a indiqué Francine Jacques, porte-parole de l'UQAM.

Depuis une douzaine de jours, l'îlot Voyageur a repris partiellement vie: les autobus se stationnent dans la nouvelle gare, libérant l'espace extérieur qu'ils occupaient au nord de la Grande Bibliothèque. Bien que les chauffeurs aient accès à des locaux au deuxième étage du nouvel

édifice, les passagers ne peuvent entrer dans le chantier. Ils doivent continuer d'utiliser la vieille station d'autobus.

«On se réjouit, comme l'ensemble de la communauté, de voir que toutes les conséquences du malencontreux projet de l'îlot Voyageur sont derrière nous», a commenté Éric Demers, président du Syndicat des étudiants employés de l'UQAM.

LES ÉCOLES D'ÉTÉ 2009
BIODIVERSITÉ • CHINE • ENVIRONNEMENT • LES USA D'OBAMA
INDE • MOYEN-ORIENT • OPÉRATIONS DE PAIX • TERRORISME

Du 1^{er} au 10 juillet
L'économie mondiale en cinq temps

Les défis d'Obama
Francis Généreux, économiste sénior, Desjardins
Gaetan Lafrance, ULaval, auteur de *Vivre après le pétrole : mission impossible?*

Inde et Chine : deux géants dans la crise
Sanjeev Rao, fondateur de Gateway 2 India, de Bangalore
Mira Kamdar, auteure de *Planet India - L'Ascension turbulente d'un géant démocratique*
Zhan Su, de la Chaire Jarislowsky, ULaval, sur l'économie chinoise
Alain-Marie Carron, directeur Secor-Taktik, spécialiste Chine
Claude Comtois et Pierre-Olivier Pineau, UdeM et HEC, spécialistes de l'énergie.

L'économie de l'environnement
Konstantia Koutouki, UdeM, sur la gouvernance environnementale
Nicole Matip, UdeM, sur la RSE dans le droit du commerce
Markus Gehring, McGill, sur l'investissement et le climat
Maria Costanza, CÉRIUM, et Jean-Pierre Reveret, UQAM, sur l'économie de la biodiversité
Alain Cuerrier, sur le partage des bénéfices de la biodiversité

Infos: cerium.ca/economie
On peut s'inscrire par conférence, pour un bloc thématique ou avec un accès complet à toutes les journées économiques. Paiement possible avec Aeroplan.

Avec la précieuse collaboration de:











Montréal vient en aide à son centre de tri

CHARLES CÔTÉ

La Ville de Montréal met 3 millions à la disposition de Rebutis Solides Canadiens (RSC), la société qui gère le centre métropolitain de tri, afin de contrer l'impact de l'effondrement des prix des matières recyclées.

Cela va permettre de maintenir les services de ce centre, qui emploie une centaine de personnes et qui reçoit le contenu des bacs verts ou bleus de 3,5 millions de personnes. «On veut absolument que le recyclage se poursuive, dit Alan DeSousa, responsable du développement durable au Comité exécutif de la Ville. On ne voulait pas que le lien de confiance avec les citoyens se brise.»

L'aide de Montréal fait suite à une décision du ministère des Affaires municipales, qui autorisait au début de l'année les villes à renégocier leurs contrats avec les entreprises de recyclage.

Dans le cas de RSC, 2009 est

la première année d'un contrat de 10 ans. Ce contrat a été attribué à RSC en octobre 2007, à un coût nul pour la Ville. Un an plus tard, dans l'un des premiers effets de la crise financière, le marché des matières recyclables s'effondrait.

L'aide prévoit que la Ville pourrait payer RSC jusqu'à 35\$ pour chaque tonne traitée au centre de tri au cours de la prochaine année. Le montant de l'aide va varier en fonction du cours du papier, carton, verre, plastique et métal recyclés, jusqu'à un maximum de 3 millions. Le coût de 35\$ la tonne se compare aux tarifs de l'enfouissement.

RSC devra remettre cette aide dans la mesure où le prix de vente des matières recyclées se rétablit au-delà de 90\$ la tonne d'ici la fin de son contrat, en 2018.

«On plafonne à 3 millions, dit M. DeSousa. Ça pourrait être moins. On prévoit aussi une ristourne. C'est raisonnable de penser qu'on va récupérer ces sommes.»

EN BREF

Maraudage: la FTQ épargnée

Malgré les scandales qui ont écla-boussé la FTQ-Construction ce printemps, le puissant syndicat s'est sorti de la période de maraudage avec tout juste quelques égratignures. À peine 1% de ses membres ont décidé de changer d'allégeance lors du vote qui s'est tenu ce week-end. Seulement 10 500 travailleurs ont voté en faveur d'un changement d'allégeance. La FTQ-Construction voit ainsi ses effectifs passer de 43,9% à 42,9%. À quelques membres près, c'est aussi le statu quo pour la CSN-Construction (10,57% des effectifs), pour la CSD-Construction (14,2%), pour le CPQMC (26,1%). Le Syndicat québécois de la construction fait quant à lui un gain de près de (6,3%). Selon l'actuel directeur général de la FTQ-Construction, Richard Goyette, le scandale des fausses factures présentées par l'ancien DG, Jocelyn Dupuis, n'a pas eu d'impact sur l'allégeance des membres parce que le syndicat «a eu le temps de rétablir les faits».

– Tristan Pélouquin



■ CARRIE AU BAL DU DIABLE CE SOIR 21 H SANS PAUSE PUBLICITAIRE

DRAME FANTASTIQUE DE BRIAN DE PALMA
PREMIÈRE ADAPTATION D'UN ROMAN DE STEPHEN KING

AVEC SISSY SPACEK, JOHN TRAVOLTA...

GRAND PRIX AU FESTIVAL FANTASTIQUE D'AVORIAZ, 1977



Télé-Québec

Le déclin de l'université québécoise



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Qui décroche au Québec, les ados ou les adultes? Ça se voit à l'œil nu: les Québécois ne sont pas si intéressés que ça par l'éducation.

La Presse faisait cette semaine le bilan des coûts de rénovation des universités québécoises, mal entretenues: 1,5 milliard de dollars.

Ce n'est qu'un nouvel exemple, en béton et en métal, du sous-financement des universités québécoises, singulièrement les universités francophones.

Mais qui se soucie vraiment des universités au Québec?

C'était peut-être la plus déprimante constatation du rapport Ménard, sur la « persévérance scolaire »: il y a une différence marquée entre le reste du Canada et le Québec quant à l'importance de l'éducation.

On a posé la question suivante partout au Canada: diriez-vous qu'il est extrêmement important d'assurer une bonne connaissance de la lecture, de l'écriture et des mathématiques?

La majorité a répondu « oui »

à 81% au Québec... 94% dans le reste du Canada.

Autre question: diriez-vous qu'il est extrêmement important de développer une attitude disciplinée par rapport aux études? Oui, ont dit 61% des répondants québécois. C'était 80% dans le reste du Canada.

Tout part de là, sans doute...

L'Université de Montréal semble maintenant incapable de concurrencer non pas avec Toronto ou les grandes universités américaines... mais avec McGill.

L'hiver dernier, la faculté de droit a perdu deux de ses chercheurs les plus prestigieux: Bartha Knoppers, experte des biotechnologies, et François Crépeau, spécialiste du droit international et de l'immigration. McGill leur offre non seulement de meilleures conditions, mais des fonds de recherche, un budget pour participer aux rencontres avec les meilleurs au monde ou les faire venir à McGill. Cela grâce à des donations.

On parle de deux universités

québécoises, donc soumises aux mêmes limites sur les droits de scolarité. Mais la faculté de droit de McGill veut récolter 30 millions en cinq ans des sociétés et des diplômés. Quand son vis-à-vis à l'UdeM encaisse 1 million en dons, c'est une bonne année.

Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond, ou bien dans les méthodes de collecte de fonds, ou bien chez les diplômés.

On a su s'inventer des riches comme on n'en avait guère il y a 50 ans. Mais pas assez de philanthropes.

pour la suite un peu meilleure et éclairée du monde?

S'il y a une tranche de la population, pourtant, qui devrait comprendre l'importance de l'éducation supérieure, qui devrait savoir combien cela leur a été économiquement et personnellement rentable, ce sont bien les diplômés.

On mettra sans doute sur le dos de la différence de richesse relative cet écart entre le Québec francophone et le reste du Canada, mais elle est loin de tout expliquer.

tés québécoises (sauf peut-être McGill) ne sont plus en mesure d'attirer des chercheurs internationaux de très haut calibre, mais elles en perdent.

Et quand l'Université de Montréal veut vendre un immeuble (l'ancien Mont-Jésus-Marie) à un promoteur immobilier, on l'accuse de brader du patrimoine, on voudrait la forcer à le rénover, alors qu'elle croule sous les dettes. Les écureuils sont quand même chanceux, eux au moins ont des amis. L'université? Qu'elle paye!

L'administration du recteur Luc Vinet, qui se termine l'an prochain, ressemble à un désastre, quelle qu'en soit la cause. La campagne de financement quinquennale est retardée. L'UQAM, de son côté, se relève du cauchemar immobilier qu'on sait. Et partout, on est dans le rouge...

Pendant ce temps-là, n'est-ce pas le comble de l'absurde, on voit apparaître un pavillon de l'Université de Sherbrooke... à Longueuil. C'est assez pour servir d'alibi à l'indifférence généralisée.

C'est pourtant de la jeunesse et de l'avenir du Québec qu'il est question. Ça devrait intéresser les gens d'affaires et les autres au moins autant que la vente du Canadien, me semble...

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

EN BREF

La Cour supérieure déboute les cols bleus

La Cour supérieure infirme une décision rendue en arbitrage et donne raison à la Ville de Montréal. Selon le juge Jean-Pierre Sénécal, le règlement sur la propreté adopté par l'arrondissement de Ville-Marie ne menace aucunement le travail des membres du syndicat des cols bleus. La décision rendue par André Rousseau était même « farfelue », écrit-il dans son jugement. En 2007, l'arrondissement de Ville-Marie a adopté un « règlement sur le civisme, le respect et la propreté » qui oblige les citoyens à tenir propre le devant et l'arrière de leurs immeubles, y compris la ruelle, le trottoir et 60 centimètres de la chaussée. Le syndicat a invoqué une disposition de la convention collective stipulant que la Ville ne peut confier à « un organisme sans but lucratif ou à des bénévoles » l'exécution de tâches de nettoyage qui sont habituellement faites par des cols bleus. En juin 2005, un arbitre, André Rousseau, a donné raison au syndicat. Mais dans son jugement, le juge Sénécal écrit que cette décision était « manifestement déraisonnable ».

— Émilie Côté

Quadrilatère Saint-Laurent: autre critique

Héritage Montréal a joint hier sa voix au concert de critiques

entourant le Quadrilatère Saint-Laurent, dans la dernière de six séances de consultations publiques. L'organisme recommande carrément de « suspendre » le projet afin de le revoir en profondeur. Il propose un « chantier de planification accéléré » qui réunirait les « pour » et les « contre » afin de trouver des solutions à un projet qui semble pour le moins précipité. « Il faut laisser mûrir tout ça, il y a encore place à l'évolution », explique Dinu Bumbaru d'Héritage Montréal.

— Jean-Christophe Laurence

L'administration Tremblay vient en aide aux démunis

Crise économique oblige, l'administration du maire Gérald Tremblay délègue une fois de plus les cordons de la bourse pour venir en aide aux démunis de Montréal. Une somme de 313 000\$ a été dégagée du fonds d'urgence de la Ville de Montréal afin de soutenir sept organismes communautaires de sécurité alimentaire. Moisson Montréal reçoit la plus grosse part, soit une somme de 100 000\$. Les six autres organismes, dont Jeunesse au Soleil, se partagent des sommes allant de 25 000\$ à 50 000\$. D'ici la fin de 2009, la Ville de Montréal aura distribué 2 millions de plus dans des programmes de lutte contre la pauvreté.

— Sara Champagne

La Montérégie

Une région d'escapades culturelles



Trois thématiques Plus de 60 activités à découvrir

- Escapades culturelles
- Escapades naturelles
- Escapades sensorielles

Que vous soyez amateurs de plein air, adeptes de culture ou amateurs d'aventures et de découvertes, c'est plus d'une soixantaine d'activités que vous suggère la Montérégie pour vos escapades estivales.



En collaboration avec :



Pour de plus amples informations : **1 866 469-0069** ■ www.tourisme-montregie.qc.ca

promotion

CE JOUR BÉNI N'ARRIVE JAMAIS

Ujour, je me reposerai, je ferai attention à moi, mais ce jour n'arrive jamais. Cours, cours, dépêche! Jamais le temps de tout faire. Il faut se prémunir contre les carences alimentaires dues au stress, au surmenage, aux kilos en trop, à une alimentation déficiente. Alors, choisissez la prévention Phytobec. Le corps ne peut ignorer les carences. Il a besoin de combustible de qualité. Sinon, il s'épuise et proteste à sa façon. N'attendez pas que l'épuisement vous gagne. L'alerte Phytobec aide à compenser les carences causées par un défaut d'apport dans votre assiette. Ce message est important. Il y va de votre santé, un bien inestimable.

PHYTOBEC AIDE À PRÉVENIR UNE CARENCE EN VITAMINE B-1, VITAMINE B-2, VITAMINE B-6, VITAMINE B-12, NIACINE, VITAMINE C, VITAMINE D, VITAMINE E, VITAMINE A, VITAMINE B-5, VITAMINE B-9, SÉLÉNIUM, MAGNÉSIE, CUIVRE, FER ET IODE.

Chaque capsule contient une palette de quarante nutriments scientifiquement dosés, pour vous aider à vivre et à bien vivre en compagnie d'un tourbillon de molécules végétales, résultat d'une quinzaine de plantes parmi les meilleures au monde.

Phytobec: titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales en tant que produit de santé naturel. NPN : 02229746

Achetez un format de 360 capsules de Phytobec et recevez un deuxième format de 80 capsules GRATUITEMENT. En vigueur du samedi 13 au mardi 16 juin.

Pour connaître les points de vente: Montréal: 514 272-1365 Ligne extérieure: 1 800 272-1365 Estrie: 1 819 823-3322 Mauricie: 1 819 378-7777 Jusqu'à épuisement des stocks.

ACTUALITÉS

FTQ + PKP = CH



PATRICK LAGACÉ
CHRONIQUE

Depuis 2002, la FTQ n'a pas lésiné sur les étiquettes pour crier sa haine de Quebecor et de son grand patron, Pierre Karl Péladeau. Permettez que je fasse une courte nomenclature. La FTQ a traité, au fil des ans, M. Péladeau de...

Cheap.
Tricheur.
Déloyal.
Des syndicats affiliés à la FTQ se sont frottés à Quebecor à de nombreuses reprises ces dernières années. La centrale syndicale a dit de Quebecor que ses méthodes sont «répugnantes». Et que Quebecor «incarne le virus de l'intransigeance et de la violence» en matière de relations de travail.

En 2002, quand Quebecor a imposé un lock-out aux syndiqués de Vidéotron, qu'elle venait d'acheter avec l'aide de la Caisse de dépôt et placement, la FTQ a reproché à M. Péladeau d'avoir «vendu comme du bétail 650 de ses techniciens».

La FTQ, dans le lock-out de Vidéotron, a interpellé la Caisse en lui demandant, à propos de son investissement dans Quebecor Media lors de l'achat du câblodistributeur: «Est-ce un investissement responsable?»

La FTQ a dénoncé, en 2008, pendant le lock-out de syndiqués SCFP (le plus gros syndicat membre de la FTQ) du *Journal de Québec*, les 12 lock-out en 13 ans décrétés par Pierre Karl Péladeau, dans les

entreprises de son conglomerat. Bref, depuis 2002, Pierre Karl Péladeau est la bête noire de la FTQ.

La FTQ a un bras d'investissement, le Fonds de solidarité. Le Fonds dispose de milliards de dollars pour investir dans des entreprises québécoises. Ces milliards proviennent des épargnes de Québécois qui confient leurs REER au Fonds.

Bref, la FTQ, via le Fonds, est probablement le plus «business» de tous les syndicats québécois.

Désolé, mais la FTQ qui se lance dans un partenariat d'affaires avec Quebecor, c'est Greenpeace qui achète des actions d'Exxon Mobil; c'est un végétarien qui se lance dans la vente de smoked meat; c'est Rush Limbaugh qui vote pour Barack Obama; c'est Roy Dupuis qui fait des pubs pour Hydro-Québec...

Ça, on le savait. On sait désormais que la FTQ, de tous les syndicats québécois, est celui qui a le moins de principes.

Mercredi soir, on a appris que deux groupes avaient déposé des offres officielles pour acheter le Canadien de Montréal. D'un bord: la famille Molson. De l'autre: Quebecor Media, épaulé par René Angélil, la Caisse de dépôt et...

Et devinez qui?

Eh oui! Le Fonds d'investissement de la FTQ. C'est hallucinant. C'est surréaliste. C'est incohérent.

Je sais, je sais. Certains diront que Quebecor, qui possède des quotidiens, est concurrent du groupe de presse pour lequel je travaille. Que j'ai été journaliste pour un quotidien de Quebecor. Que TVA, propriété de Quebecor, m'a inclus dans une poursuite en diffamation, l'an dernier, lancée contre *La Presse* et *Le Soleil*.

Sauf que ça n'a rien à voir. La vérité, c'est que je crois que PKP a réussi un coup fumant en enrôlant son principal ennemi syndical. FTQ + PKP = CH? Chapeau, M. Péladeau, chutzpah.

Mais du point de vue de la FTQ, désolé, c'est un mariage contre nature qui a tout pour dégoûter du syndicalisme. Surtout quand les syndiqués CSN du *Journal de Montréal* sont, comme ceux de la FTQ du *Journal de Québec* il n'y a pas si longtemps, en lock-out.

en affaires avec Quebecor sans arrière-pensée? Ayoye.

J'ai beau essayer de comprendre, je ne comprends pas. La FTQ est un syndicat. Elle a couvert Pierre Karl Péladeau de boue depuis des années, elle a traité Quebecor de tous les noms. Et là, elle permet à son bras financier d'aider Quebecor à acheter le Canadien de Montréal, où les seuls syndiqués sont... les joueurs millionnaires.

Denis Bolduc ne comprend pas plus. Le président du syndicat des employés du *Journal de Québec* m'a déclaré ceci: «En tant que président d'un syndicat mis en lock-out pendant 16 mois, qui est encore en Cour supérieure parce que Quebecor conteste une décision d'arbitrage sur l'utilisation de scabs, je ne suis pas confortable avec ça. Mes membres non plus.»

Il dit comprendre que le Fonds «a pris une décision d'affaires», mais

meat; c'est Rush Limbaugh qui vote pour Barack Obama; c'est Roy Dupuis qui fait des pubs pour Hydro-Québec...

Je suis surpris, mais je ne devrais pas. Après tout, le Fonds a fini par se retirer du capital de Gildan, le fabricant de vêtements accusé de pratiques antisyndicales en Amérique centrale, seulement après s'être longuement fait tirer l'oreille.

Après tout, la FTQ, c'est la centrale syndicale qui n'a jamais dit un mot pour dénoncer le comportement de hooligans du leadership syndical des cols bleus de Montréal.

Après tout, la FTQ, c'est la centrale syndicale qui a laissé Jocelyn Dupuis, de la FTQ-Construction, vivre une vie de pacha aux frais des cotisations de ses membres, sans agir pour y mettre fin.

Après tout, la FTQ, c'est la centrale syndicale dont le président, Michel Arsenault, est allé se faire bronzer sur le yacht de Tony Accurso, entrepreneur souvent financé par le Fonds, sans penser que c'était un manque de jugement flagrant.

À ma collègue Louise Leduc, M. Arsenault a expliqué avoir de bonnes relations avec PKP. Vrai qu'on chuchote que c'est lui qui a provoqué le déblocage au *Journal de Québec*, en parlant directement à M. Péladeau. Il dit que ce partenariat est peut-être l'occasion de sensibiliser Quebecor à l'importance des bonnes relations avec les syndiqués.

M. Arsenault devrait prier pour que sa sensibilisation fonctionne. C'est probablement la seule planche de salut de son âme de syndicaliste, sacrifiée, mercredi soir, à l'autel du rendement du Fonds de solidarité.

L'acquéreur du CH pourrait devoir acquitter des millions en taxes

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le consortium qui remportera les enchères pour acheter le Canadien de Montréal aura peut-être une surprise: quelques millions supplémentaires à acquitter en taxes municipales.

Le propriétaire du Centre Bell, qui conteste son évaluation de taxes municipales devant le Tribunal administratif du Québec, a vu la Ville de Montréal augmenter la valeur de l'édifice du Canadien de 150 à 193 millions de dollars pour les années fiscales 2004 à 2007.

Si la Ville gagne sa cause, le propriétaire du Centre Bell devra acquitter plusieurs millions supplémentaires en taxes municipales et en intérêts. Si la Ville perd, elle pourrait rembourser jusqu'à 12,2 millions – plus 2,1 millions en intérêts – au propriétaire du Centre Bell, qui évalue son édifice à 60 millions.

Il ne serait pas étonnant que le prix de vente du Canadien, du Centre Bell et de Groupe Entertainment Gillett varie selon le

résultat du litige fiscal, ou à tout le moins que les parties prévoient dans le contrat de vente qui de George Gillett ou du nouveau propriétaire du Centre Bell paiera les impôts supplémentaires (ou aura droit au remboursement d'impôts si la Ville perd sa cause).

Pour l'instant, le Canadien et la Ville n'ont pas engagé de discussions visant à régler le dossier à l'amiable. «La cause suit son cours», dit M^e Patrice Brunet, qui représente la Ville dans le dossier. Le litige a commencé en novembre 2007. Il serait étonnant d'avoir un jugement dans cette cause avant 2010.

La dernière fois que le Canadien a été vendu, en 2001, Molson avait conclu un accord à l'amiable avec la Ville sur son compte de taxes avant de céder l'équipe à George Gillett. Molson avait reçu 16,8 millions de la part de la Ville pour des taxes municipales payées en trop entre 1995 et 2000.

Il a été impossible d'obtenir plus de précision sur ce dossier de la part du Canadien hier.

Association entre le Fonds de solidarité et Quebecor

Les conflits passés ne doivent pas être un frein, selon le président de la FTQ

LOUISE LEDUC

Les relations tendues entre Pierre Karl Péladeau et les syndicats ne doivent pas empêcher le Fonds de solidarité de s'associer à Quebecor pour tenter d'acheter le Canadien, croit Michel Arsenault, président de la FTQ.

«On n'attire pas les mouches avec du vinaigre, a-t-il dit. Ça va être plus facile pour la FTQ de s'asseoir et de négocier avec Pierre Karl Péladeau si nous sommes des associés que si on le traite constamment d'ennemi sur la place publique.»

Certes, «les 14 mois de lock-out au *Journal de Québec* ont fait mal aux membres de la FTQ (...) et le bilan de Pierre Karl Péladeau en matière de relations de travail depuis quelques années n'est pas le meilleur. Mais depuis un an, les relations avec la FTQ se sont sensiblement améliorées.»

«Quand je suis arrivé à la présidence de la FTQ, j'ai rencontré M. Péladeau, on a passé plusieurs heures ensemble et en moins d'une semaine, on a conclu un règlement (au *Journal de Québec*)», a fait valoir M. Arsenault.

Selon lui, l'achat du Canadien est une excellente occasion d'affaires, d'autant que les participants du Fonds sont majoritairement des francophones très attachés au Canadien.

De son côté, Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, juge qu'il reviendra aux

cotisations du Fonds de solidarité de la FTQ de juger de la pertinence d'une association d'affaires avec Quebecor.

Au-delà de cette question, M^{me} Carbonneau s'inquiète de la possibilité que le Canadien passe aux mains de Quebecor.

Comme citoyenne, a dit M^{me} Carbonneau, il est inquiétant de voir un groupe «étendre ses tentacules dans les domaines de l'information, du spectacle et du sport».

C'est d'autant plus inquiétant quand il s'agit d'un groupe pour lequel «le lock-out est le seul mode de résolution des problèmes».

Bien sûr, admet-elle, «il y a des choses qui relèvent de la liberté des affaires, mais quand tu touches au domaine de l'information – un droit, en démocratie –, c'est plus inquiétant. Ce n'est pas l'éthique qui étouffe Pierre Karl Péladeau et je me demande à quel genre de pression seraient exposés les journalistes de Quebecor si l'entreprise achetait le Canadien.»

Interrogé sur l'achat du Canadien, le premier ministre Jean Charest a éludé la question. Quand un reporter lui a demandé si le Fonds de solidarité de la FTQ ne cautionnait pas de son appui le groupe Quebecor, où les relations de travail sont difficiles, M. Charest a dit: «C'est au Fonds de solidarité de défendre cette décision-là auprès de ses membres.»

Avec Denis Lessard

INSCRIVEZ-VOUS AUX INFOLETTRES DE CYBERPRESSE
Faites votre choix!

RESTAURANTS **Vendredi, 10 h**

cyberpresse.ca [VIVRE] CUISINE & VIN

BLOGUES
Marie-Claude Lortie
Voile: questions et contre-attaque
Plus de blogues »

CHRONIQUES SUR LES VINS
JACQUES BENOÎT
R huit vins d'Amérique du Sud
Les Sud-Américains, et tout particulièrement les Argentins...
Plus de nouvelles de Jacques Benoît »
LES RECETTES DE RICARDO
La recette de Ricardo: poulet tandoori
Cette semaine, Ricardo vous propose une spécialité de l'Inde.
Plus de recettes »

RECETTES
FRANÇOIS CHARTIER
RECETTES
Découverte aromatique du Dhyani
Les deux principaux constituants du Dhyani sont le thymol et le...
Plus de nouvelles de François Chartier »
Grillades péruviennes
La cuisine latino-américaine graille autour de deux axes, le...
Plus de recettes »

SUGGESTIONS DE SORTIES

INSCRIPTION GRATUITE
www.cyberpresse.ca/mesinfolettres

Cyberpresse.ca
GARDEZ LE FIL

PARTONSI!
VACANCES VOYAGE
Tous les mercredis et samedis dans LA PRESSE

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2009-06-11

Journal Payé! 01 05 08 10 30 35 21 compl.

Banco 02 03 04 06 08 12 14 16 19 25 32 34 40 41 42 45 48 52 53 63

Quotidienne 3 355 4 1670

Triplex 02 13 24 25 31

Astro Jour - Mois - Année - Signe
31 JANVIER 70 BALANCE **Extra** 9891023

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2009-06-10

649 09 27 28 24 compl. 40 45 48

Quebec 49 10 13 15 02 compl. 22 23 38

GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	0 15 264 390,00 \$	6/6	0 2 000 000,00 \$
5/6+c	3 153 139,10 \$	5/6+c	0 75 000,00 \$
5/6	159 2 386,90 \$	5/6	12 750,00 \$
4/6	9 508 75,60 \$	4/6	749 75,00 \$
3/6	183 274 10,00 \$	3/6	14 996 10,00 \$
2/6+c	133 737 5,00 \$	2/6+c	12 355 5,00 \$
Ventes totales :	22 321 896 \$	Ventes totales :	856 666,00 \$

Gros lot prochain tirage (approx.) :
24 000 000 \$

Extra 4693700

100 000 \$ À VIE! AVEC UN GROS LOT DE 100 000 \$ PAR ANNÉE À VIE, VOUS POURRIEZ RÉALISER VOS RÊVES! TIRAGES DANS 9 JOURS!

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

PRÉCISION
RÉAL MÉNARD
Dans un article publié hier en page A11 sur la campagne électorale municipale, il était écrit que Réal Ménard est un député péquiste. Il est plutôt député bloquiste. Nos excuses.

L'ENTREPÔT au vent fou
NAUTISME XTREME
QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR

- Wakeboard complet à partir de 239\$
- Skis nautiques à partir de 169\$
- Kayak à partir de 299\$
- Planches à voile à partir de 799\$
- Wet Suits • Tubes

+ de 1,5 millions en inventaire
(514) 640-3001
3839 St-Jean-Baptiste, Montréal
www.auventfou.com 1-800-336-2126

Le projet de loi sur l'éthique des députés est reporté

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Après bien des effets de toge, le dépôt d'un projet de loi et des engagements, les députés de l'Assemblée nationale ont décidé d'un commun accord de remettre la mise en place d'un code d'éthique à plus tard.

L'opération s'est faite sans heurts, en commission parlementaire, hier. Depuis des semaines, le PQ talonnait le gouvernement sur ces questions: on avait relevé les négociations du D^r Philippe Couillard avec le secteur privé avant de quitter la Santé. Les firmes détenues par les ministres David Whissell et Pierre Arcand, susceptibles de faire affaire avec le gouvernement, avaient aussi alimenté le débat.

Le gouvernement avait pris tout le monde par surprise en déposant un projet de loi sur l'éthique, «une ébauche de projet de loi», nuançant le ministre Jacques Dupuis.

Une réunion de travail pourrait avoir lieu dans les prochains mois, mais le leader du gouvernement ne s'est pas engagé à revenir avec une nouvelle mouture de son projet de



PHOTO RÉMI LEMÉE. LA PRESSE

Depuis des semaines, le PQ talonnait le gouvernement sur des questions d'éthique, notamment sur le passage de Philippe Couillard au privé.

loi, encore moins à la faire adopter à l'automne prochain.

«La démarche que nous avons entreprise n'était pas la bonne. Elle n'était pas faite de la bonne façon», a soutenu Stéphane Bédard, le leader parlementaire du Parti québécois.

Les députés ont eu, dit-il «une leçon d'humilité» quand des experts sont venus témoigner en

commission parlementaire en soulignant qu'il y avait beaucoup de confusion, entre éthique et déontologie, dans le projet de loi déposé ce printemps par le gouvernement.

Pour M^e Bédard, tout le dossier mérite davantage de réflexion, «on a le choix entre le bien paraître ou le bien faire... et je choisis le bien faire», a-t-il dit.

DIAGNOSTIC AUTISME/TED

Victoire pour les psychologues et les parents

ÉMILIE CÔTÉ

C'était un grand jour, hier, pour les psychologues spécialisés en troubles envahissants du développement (TED). La ministre de la Justice Kathleen Weil a promis de modifier le système de suivi de sorte que l'évaluation du psychologue équivaille au diagnostic d'un pédopsychiatre.

«Je suis tellement fière, lance Katherine Moxness, psychologue et directrice des services professionnels de deux centres de réadaptation traitant des enfants TED. Il y aura un changement majeur dans les services offerts aux familles.»

Jusqu'à hier, les parents d'un enfant autiste devaient absolument avoir le diagnostic d'un pédopsychiatre pour avoir droit à l'Intervention comportementale intensive (ICI) dans un centre de réadaptation spécialisé en TED. Cette intervention est plus efficace si elle est précoce, d'après les experts. Or, les parents devaient parfois attendre un an avant de rencontrer un médecin, ce qui retardait le diagnostic et la prise en charge de l'enfant.

Les psychologues québécois sont les seuls en Amérique du Nord à ne pas pouvoir diagnostiquer l'autisme. Le Réseau Autisme/TED, qui regroupe des parents et des professionnels, pressait donc le gouvernement d'amender le projet de loi 21, qui prévoit une révision du code des professions.

Avec le consentement du ministre de la Santé Yves Bolduc, la ministre de la Justice a plutôt promis de modifier ce qu'on appelle le GESTRED, soit le Système de suivi de gestion et de reddition de comptes. «Cela ne change pas le projet de loi. C'est que l'évaluation va avoir la même teneur que le diagnostic», explique Philippe Archambault, attaché de presse de la ministre.

«C'est une première étape. C'est déjà beaucoup. Ça répond à un besoin», commente M^{me} Moxness.

La ministre a également promis au Réseau Autisme/TED de modifier tous les documents pour lesquels les parents d'un enfant TED devaient avoir un diagnostic d'un pédopsychiatre, dont celui de la prestation de la Régie des rentes.

Sears

FÊTEZ
PAPA

LA FÊTE DES PÈRES EST LE 21 JUIN
Plus de choix? visitez le sears.ca

Les vendredi 12 et samedi 13 juin 2009 seulement!

PROMOTION APPRÉCIATION DES CLIENTS

NOUS DÉDUIRONS UN MONTANT JUSQU'À

9X l'équivalent de **la TPS⁺⁺**

SUR TOUS LES ENSEMBLES MATELAS-SOMMIER À PRIX ORDINAIRES

NOUS DÉDUIRONS UN MONTANT JUSQU'À

6X l'équivalent de **la TPS⁺⁺**

SUR TOUS LES MEUBLES* À PRIX ORDINAIRES**

NOUS DÉDUIRONS UN MONTANT JUSQU'À

3X l'équivalent de **la TPS⁺⁺**

SUR TOUS LES GROS APPAREILS MÉNAGERS À PRIX ORDINAIRES**

Samedi et dimanche

rabais 40%

Et, grattez et épargnez

- *Tous les complets, vestes sport, blazers, séparables de complets, pantalons habillés, chemises habillées et cravates à prix ordinaires pour hommes
- Au choix: Protocol^{®/MD}, Boulevard Club^{®/MD}, Haggard^{MD}, Dockers^{MD}, Pierre Cardin^{MD}, Van Heusen^{MD} et plus.
- *Tous les vêtements Dockers^{MD}, Haggard^{MD} et Arnold Palmer^{MD} à prix ordinaires pour hommes
- *Toutes les chemises sport Retreat^{®/MD}, Pierre Cardin^{MD}, Van Heusen^{MD} et Distinction^{®/MD} à prix ordinaires pour hommes

Samedi et dimanche

***Tous les appareils électroniques sont en solde!**
Et, grattez et épargnez (achat minimum de 200\$)

32 po

720p

2 entrées HDMI^{MC}

rabais 170\$

579⁹⁹

Téléviseur haute définition LG 32 po à CL

Rég. Sears 749,99. N° 32LH20. N° 131529.

40 po

1080p

4 entrées HDMI

120 Hz

rabais 400\$

1499⁹⁹

Téléviseur haute définition Samsung 40 po

Rég. Sears 1899,99. N° LN40B610. N° 13275.

Mois de rabais

Recevez ce livret de coupons pour achats de 50 \$ ou plus* de produits de beauté ou de fragrances.

Épargnez 10 \$ chaque mois, de juin à octobre, pour achats de produits de beauté ou de fragrances de 50 \$ ou plus*. Limite d'un livret par client. Une valeur de 50 \$. *Avant les taxes

Offres de durée limitée. Samedi seulement, de 8 h à 11 h

rabais 50%

*Tous les jeans en denim Levi's^{MD}, Point Zero^{MD}, Nevada^{®/MD}, UNIONBAY^{MD} et Projek^{MC} à prix ordinaires pour hommes

rabais 50%

*Toutes les robes du rayon des robes à prix ordinaires pour femmes

rabais 50%

*Tous les SOUS-vêtements et chaussettes à prix ordinaires pour hommes

VENDREDI SEULEMENT! rabais 25% *Tous les vêtements à prix ordinaires pour hommes, femmes et enfants

*À l'exclusion des articles dont le prix se termine par .97 et .88, des articles 'Achat spécial', des programmes '2 pour' et '3 pour', des marques Calvin Klein^{MD} et Jockey^{MD}, des duos, des emballages multiples, des ordinateurs, des consoles et des logiciels de jeux vidéo, des téléviseurs Sony XBR, des systèmes de navigation TomTom^{MD} n° 10711/2, des iPod et accessoires pour iPod, des achats dans les entreprises sous licence et des articles actuellement annoncés. iPod est une marque déposée de Apple, Inc.

Sears déduira un montant équivalent à jusqu'à trois, six ou neuf fois la TPS. La TPS et la TVQ applicables paraîtront sur votre reçu de caisse. Les offres ne s'appliquent pas aux articles 'excellente qualité, toujours au meilleur prix' dont le prix se termine par .97, aux articles 'Achat spécial', aux ensembles matelas-sommier non assortis, aux frais de contrat de protection, de livraison ou d'installation. **À l'exclusion des fours à micro-ondes, des accessoires et des laveuses et sècheuses de grandes marques nationales. *À l'exclusion des mobiliers de jardin et des meubles pour bébés. Renseignez-vous.

Prix des articles soldés en vigueur du 12 au 14 juin 2009, sauf avis contraire, dans la limite des stocks. NE062G309 © 2009, Sears Canada Inc.

POLITIQUE

PROJET TURCOT

Des délais demandés au BAPE

Des résidants se plaignent de manquer d'information et de temps

BRUNO BISSON

Des résidants du quartier Saint-Henri, dans le sud-ouest de Montréal, ont demandé à la Cour supérieure, hier, d'ajourner de deux semaines les consultations sur le projet de reconstruction de l'échangeur Turcot, faute d'avoir obtenu l'information nécessaire pour rédiger un avis éclairé sur le sujet.

Dans une requête présentée hier à la Cour, les huit résidants de Saint-Henri qui habitent tous à proximité de l'échangeur actuel, et l'architecte Pierre Brisset qui les assiste bénévolement, ont demandé « d'ordonner le sursis des audiences publiques devant se tenir devant le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), à partir du 15 juin », et un report de la date limite de production de leur mémoire sur ce projet, jusqu'au 1^{er} juillet.

L'audition de la requête a été reportée à lundi. La démarche n'a toutefois pas été vaine pour les neuf requérants, qui auraient obtenu l'assurance que leurs mémoires seront accueillis par le BAPE jusqu'au 22 juin, une semaine plus tard que prévu, a affirmé hier leur avocat, M^c Philippe Larochelle, joint par *La Presse* en fin de journée.

Selon l'avocat, le ministère des Transports du Québec (MTQ) se serait aussi montré ouvert à produire rapidement certains documents demandés par les requérants, qui se plaignent de n'avoir pas disposé des informations et des délais suffisants pour produire un avis éclairé sur un projet de cette magnitude, sans assistance de quelque expert que ce soit.

Quatre des huit résidants qui ont déposé cette requête vont perdre leurs logements si le projet de



Le ministère des Transports du Québec prévoit la démolition d'environ 160 logements pour la construction d'une bretelle de l'échangeur qui alimente l'autoroute Ville-Marie.

PHOTO PATRICK SANFAÇON. ARCHIVES LA PRESSE

reconstruction de cet échangeur va de l'avant tel que le propose actuellement le MTQ. Les autres habitent le même secteur, où le MTQ prévoit la démolition d'environ 160 logements pour la construction d'une bretelle de l'échangeur qui alimente l'autoroute Ville-Marie.

Des démolitions inévitables

Au cours de la première ronde des audiences publiques du BAPE, au mois de mai dernier, les représentants du MTQ ont affirmé que la démolition d'une partie de la rue Cazalais actuelle et d'une ancienne usine de la rue

Saint-Rémi, qui a été convertie en lofts, ne pouvait pas être évitée. L'architecte Pierre Brisset estime pour sa part que le MTQ pourrait éviter ces expropriations, et a demandé à consulter de nombreux documents du ministère, dont plusieurs n'ont pas été fournis.

Le BAPE a mandaté une commission pour examiner les impacts environnementaux du projet de reconstruction de l'échangeur Turcot qui relie entre elles les autoroutes A-15, A-20 et A-720, au sud-ouest de Montréal. Le chantier durera sept ans, et le coût estimé du projet est de 1,5 milliard de dollars.

Après une première ronde d'audiences, tenues en mai dernier, le BAPE complétera la portion publique de son mandat, à partir de lundi prochain, en recueillant les opinions et les recommandations du public jusqu'au 19 juin.

Pas moins de 90 organismes, groupes d'intérêts et simples citoyens ont demandé à être entendus par le BAPE sur le projet du MTQ. Le rapport de la commission sera déposé d'ici le 11 septembre au bureau de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Line Beauchamp.

CRISE DES ISOTOPES

L'opposition et les experts vilipendent les conservateurs

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Alors que les partis de l'opposition jugent inacceptable que le premier ministre annonce la fin de la production d'isotopes médicaux au pays, des experts blâment le gouvernement pour la pénurie actuelle et proposent des solutions toutes canadiennes.

Au milieu d'une crise d'approvisionnement sans précédent en isotopes pour les hôpitaux, Stephen Harper a confirmé, mercredi, que le Canada se retirerait d'une industrie dont il était, jusqu'à récemment, le chef de file.

« C'est épouvantable. Ça représente des pertes d'emplois, d'investissements, de propriété intellectuelle, de recherche et développement, de médecins », a estimé le critique libéral en énergie, David McGuinty, rappelant que le tiers des patients admis dans les hôpitaux canadiens utilisent la médecine nucléaire.

« C'est absolument idéologique. Le premier ministre ne croit pas que le Canada devrait être propriétaire d'une entreprise de nucléaire, a ajouté M. McGuinty. Il a été contraint d'annoncer avec des mois d'avance sa décision finale d'abandonner la production parce qu'on avait une crise immédiate à régler. M. Harper essaie d'éteindre le feu en tuant une industrie spécialisée dans les isotopes médicaux, où on est chef de file à l'échelle mondiale. »

En Chambre, M. McGuinty a accusé le premier ministre « de laisser tomber le monde entier ».

40% de la production mondiale

Jusqu'à son interruption de service, à la mi-mai, le réacteur nucléaire de Chalk River, en Ontario, produisait en effet plus de 40% des isotopes médicaux utilisés dans le monde, notamment pour des examens et traitements du cancer et de maladies cardiovasculaires. Après avoir annoncé que les activités seraient suspendues pour un mois, Énergie atomique du Canada, qui gère l'installation, a admis que la panne durerait au minimum trois mois, voire davantage. Depuis, les associations médicales du pays ont sonné l'alarme: certains tests et traitements sont déjà retardés.

À peine deux semaines après l'arrêt de production, la ministre des Ressources naturelles, Lisa Raitt, annonçait la première étape — une consultation — vers une privatisation du volet commercial de l'industrie nucléaire, affirmant vouloir conserver les laboratoires scientifiques de Chalk River dans le giron gouvernemental, quitte à en déléguer la gestion au privé.

« C'est irresponsable et dangereux. Ça démontre que le gouvernement n'est pas intéressé par la santé des Canadiens », a estimé le député néo-démocrate Nathan Cullen, réagissant à l'annonce par M. Harper que le Canada se retirerait de la production de ces précieux atomes.

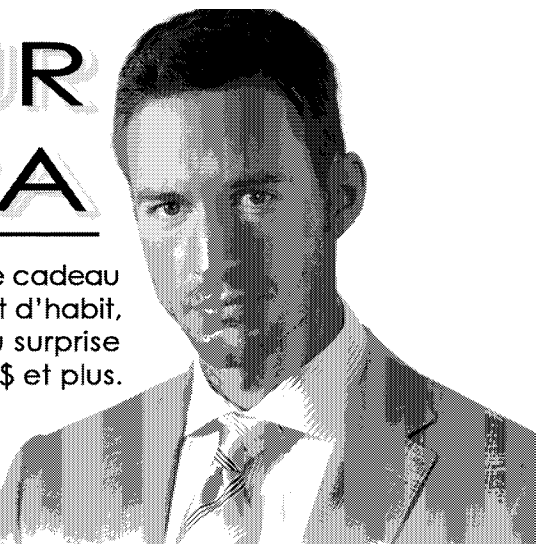
En comité parlementaire, hier, des experts et intervenants du milieu sont aussi venus affirmer que le gouvernement faisait fausse route en voulant mettre la clé sous la porte. « Je pense que ce serait un coup de poing pour la réputation du Canada, de ses scientifiques et de ses ingénieurs, de tout abandonner. Ce serait désastreux sur tous les points », a dit Michel Duguay, docteur en physique nucléaire et professeur à l'Université Laval.

Selon MDS Nordion, l'entreprise qui transforme et exporte les isotopes pour le milieu médical, ce sont les conservateurs de Stephen Harper qui sont à blâmer pour la pénurie. « La raison de la crise actuelle est la décision d'Énergie atomique du Canada et du gouvernement de mettre fin au projet Maple », a lancé le président de MDS Nordion, Steve West.

POUR PAPA

Jaf offre une cravate cadeau avec chaque achat d'habit, de plus un cadeau surprise avec achat de 400\$ et plus.

Détail en magasin. Cette offre prend fin le 20 juin.



Habit BAUMLER
395\$*
* MODELE 3 BOUTONS SEULMENT. TAXES ET RETOUCHES EN SUS.

HABIT 100% LAINE FAIT AU CANADA
AVEC CHEMISE JACQUES BRITT OU
RAFFINATO ET LA CRAVATE
VALEUR DE 750\$ POUR **325\$**
Taxes et retouches incluses.

Polo *Façonnable* & Pantalons MAC
VALEUR DE 350\$ **195\$**
LES DEUX POUR

30%-60%
RABAIS SUR TOUTES LES
COLLECTIONS DE SPORTSWEAR
* du prix suggéré

CHEMISES JACQUES BRITT A PARTIR DE **75\$**

BAUMLER JACK VICTOR NAUTICA TOMBOLINI
GANT VICTORINOX JACQUES BRITT *Marlboro Classics*

LOCATIONS:

900, Décarie Ville St-Laurent (Québec) 514.744.0985

3240, St-Martin O. Chomedey (Laval) 450.978.9661

619, René-Lévesque O. Montréal (Québec) 514.877.9888

Jaf
Prêt-à-porter
www.jaf.ca

1859822A

1871432

Landry applaudit la sortie de Jacques Parizeau

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La dernière sortie de Jacques Parizeau constitue un très bon moyen de relancer le débat en faveur de la souveraineté, selon Bernard Landry.

En entrevue à *La Presse Canadienne* hier, l'ex-premier ministre s'est montré très heureux de l'émoi suscité par les propos controversés de M. Parizeau, qui a laissé entendre, samedi, lors d'un discours, qu'une crise politique, provoquée par un référendum sectoriel, ferait progresser la cause souverainiste. « C'est très bon. Ça remet à l'avant-plan la question fondamen-

tale de l'indépendance du Québec, qui n'est pas réglée, et devra se régler par l'accès à l'indépendance », a fait valoir M. Landry, qui était de passage à Québec, pour prononcer une conférence devant les syndiqués CSN du secteur de la forêt.

Lui-même prépare un argumentaire en faveur de la souveraineté, pour apporter son propre grain de sel au débat sur la meilleure stratégie à adopter, en vue d'accélérer le processus devant mener à l'indépendance du Québec. « Je travaille là-dessus », a confirmé M. Landry.

L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE *LES CRISES GAGNANTES*, EN PAGE A18.

ERRATUM

Dans notre circulaire de 8 pages
"Finalement! Vous pouvez aussi
photographier comme un Pro..."
et dans notre circulaire de 4 pages
"Un été à prix fous"

Veillez noter que le prix de
l'appareil photo numérique reflex
A330L 18-55 de Sony aurait dû se lire 698⁸⁸.

À tous nos clients : Nous nous excusons des inconvénients causés par cette erreur. Merci de votre compréhension. Département / Service à la clientèle.

Dumoulin
pour ce qu'il y a de mieux 

1870213A

Un nouvel ensemble d'électroménagers, ça vous tente?

Regardez dans *La Presse* de demain pour savoir comment.

LA PRESSE

FUTURE SHOP

Au CUSM, les traitements contre l'infertilité adaptés à la religion

JUDITH LACHAPPELLE

Les musulmans préfèrent que ce soit une femme qui cueille les ovules et implante les embryons chez la patiente. Les juifs orthodoxes délèguent un membre de leur communauté pour observer les manipulations des cellules, mais sont indifférents au sexe et à la religion des médecins. Les catholiques, eux, acceptent que les ovules soient congelés, mais pas les embryons.

« Quand c'est possible de le faire, que ça ne compromet pas le traitement médical du couple ou celui des autres couples, nous le faisons », dit le D^r Hananel Holzer, expert en fertilité au Centre universitaire de santé de l'Université McGill (CUSM).

Les accommodements raisonnables en procréation assistée sont devenus une nouvelle spécialité du CUSM. Depuis un an, des procédures entourant le traitement de couples juifs orthodoxes infertiles ont été mises en place, de concert avec les autorités

« Quand c'est possible de le faire, que ça ne compromet pas le traitement médical du couple ou celui des autres couples, nous le faisons. »

religieuses. Mais cette sensibilité aux demandes particulières s'applique aussi aux croyants des autres religions.

Dans la salle de l'hôpital Royal Victoria où sont alignés les incubateurs contenant les embryons congelés, le D^r Holzer désigne deux d'entre eux, qui ne peuvent être déverrouillés qu'en composant le code d'accès. « Ceux-ci ne peuvent être ouverts qu'en présence d'un observateur désigné par le rabbin », explique le médecin.

Lors de l'implantation des embryons, les procédures de la clinique de fertilité exigent déjà que deux observateurs, employés de l'hôpital, assistent à l'opération pour s'assurer notamment que les bonnes cellules sont utilisées avec les bons parents. « La communauté juive nous a demandé d'ajouter une troisième personne, qui serait désignée par le rabbin », dit le D^r Holzer. Pour s'assurer qu'un observateur juif sera toujours présent lors des opérations, la communauté a acheté les deux incubateurs avec serrure. « Ils voulaient avoir leurs propres incubateurs. Nous n'y étions pas opposés, en autant

que ça ne brime pas les autres patients. »

De même, l'équipe fait son possible pour affecter du personnel féminin aux patientes musulmanes, mais ça n'est pas toujours possible la fin de semaine, dit le D^r Holzer. « Mais ce ne sont pas tous les musulmans qui le demandent. J'ai eu dernièrement un couple d'Arabie Saoudite, et c'est moi qui ai implanté l'embryon. » Certains couples musulmans ont également déjà demandé à faire une prière au moment de la fécondation in vitro.

Masturbation et menstruations

Les couples qui viennent consulter le D^r Hananel Holzer sont discrets. Déballer sa vie sexuelle dans le bureau d'un inconnu parce qu'on n'a pas d'enfants est déjà pénible. Quand les couples infertiles sont profondément religieux, c'est encore plus délicat.

« Je dis toujours à mes étudiants que c'est un art difficile et sensible », dit le médecin. « Je traite toujours mes patients comme si c'était ma sœur qui devait être traitée. » Le D^r Holzer a pratiqué à l'hôpital Hadassah en Israël avant de s'établir à Montréal, en 2004. Les ajustements de la procréation assistée avec les règles de Halakah – les lois juives régissant leur vie quotidienne – ont été développées en Israël avant que le D^r Holzer ne les applique à Montréal, à la suite de demandes de la communauté.

Il faut avoir une bonne connaissance des préceptes religieux des patients pour pouvoir traiter efficacement ces couples infertiles. Ainsi, chez les juifs orthodoxes, un mari ne doit pas toucher sa femme pendant sept jours lorsqu'elle commence ses menstruations. « Mais il y a des femmes qui ovulent avant la fin de ces sept jours, et c'est pour ça qu'elles ne tombent pas enceintes. On peut alors leur donner des hormones pour ajuster le cycle. »

La masturbation est aussi bannie chez plusieurs croyants, ce qui complique le prélèvement de spermatozoïdes pour l'insémination. « Je leur donne alors un condom spécial qui recueillera le sperme lors de la relation sexuelle », dit le D^r Holzer.

Les catholiques considèrent quant à eux que l'embryon est un être humain et refusent donc que celui-ci soit congelé. « En Italie, c'est interdit partout de congeler les embryons. » Les médecins ne congèlent donc que les ovules et implantent les œufs fécondés sans tarder.

Le président du Conseil des aînés démissionne

Georges Lalande se dit exaspéré par l'attitude de la ministre Blais

EXCLUSIF

ARIANE LACOURSIÈRE

Se disant exaspéré par l'attitude de la ministre des Aînés, Marguerite Blais, le président du Conseil des aînés du Québec, Georges Lalande, démissionne, a appris *La Presse*. M. Lalande reproche à la ministre de vouloir « contrôler son institution » et d'en « brimer la liberté et l'autonomie ».

Le mandat de M. Lalande devait se terminer en novembre.

M. Lalande reproche à la ministre de vouloir « contrôler son institution » et d'en « brimer la liberté et l'autonomie ».

Mais il explique avoir décidé de quitter ses fonctions avant terme, car la ministre Blais le « pousse vers la sortie ».

Le Conseil des aînés a été créé en 1992. Son mandat est, entre autres, de promouvoir les droits des aînés et de conseiller le gouvernement sur toutes les questions qui touchent les personnes âgées. Selon M. Lalande, la ministre Blais empêche le Conseil des aînés de jouer son rôle.

Le président démissionnaire explique que le rapport

annuel 2008 du Conseil a été déposé il y a plusieurs semaines au bureau de la ministre Blais. « Mais elle ne l'a pas encore déposé à l'Assemblée nationale, car elle s'attarde sur certains détails », soutient M. Lalande.

M. Lalande ajoute avoir créé récemment un comité pour réfléchir aux questions éthiques liées au vieillissement. « Mais M^{me} Blais est intervenue pour décider des membres qui devaient y siéger, dénonce M. Lalande. Si on enlève l'autonomie et l'indépendance du

Conseil, il ne sert à rien. »

M. Lalande est fonctionnaire depuis 35 ans. Il a été notamment sous-ministre à la Justice et aux Transports. « C'est la première fois que je vois ça, dit-il. Tenter de soumettre le Conseil des aînés, c'est inacceptable. »

M. Lalande affirme que l'idée de lancer un programme de certification des résidences privées pour aînés est née au Conseil des aînés. « Si on a pu faire ça, c'est qu'on nous donnait la marge de parler. Il faut conser-

ver l'autonomie du Conseil des aînés », dit-il.

M^{me} Blais déçue
La ministre Blais s'est dite « déçue » de la réaction de M. Lalande. « Elle croyait que son départ avait été décidé d'un commun accord », assure le directeur du cabinet de M^{me} Blais, André Ménard.

Si le rapport annuel 2008 du Conseil des aînés n'a pas encore été déposé, c'est que certains éléments « ne respectaient pas la loi constitutive du Conseil des aînés », dit M. Ménard. « Et c'est la responsabilité de la ministre de s'assurer que tout est conforme, ajoute-t-il. D'ailleurs, M. Lalande a fait les changements et le rapport sera sûrement déposé la semaine prochaine. »

Quant au comité d'éthique, M. Ménard explique que l'ancien président du groupe a écrit une lettre à la ministre Blais lui demandant de démissionner. « Il disait ne pas s'entendre avec M. Lalande. En réaction, M. Lalande lui-même a décidé de nommer Russell Copeman à la tête du comité. Il l'a nommé lui-même, dit M. Ménard. Ce n'est pas la décision de la ministre. »

Au cours des prochains mois, M^{me} Blais mènera des consultations afin de trouver un remplaçant à M. Lalande au Conseil des aînés.

Vente portes ouvertes chez Safari Condo!
Du 13 au 21 juin 2009

ACVRO
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE VÉHICULES RÉCRÉATIFS DU QUÉBEC

Jusqu'à 4500\$ de rabais!

Safari Condo

www.safaricondo.com 1-866-836-6664
1378 Chemin Filteau, St-Nicolas, sortie 305 de l'Autoroute 20



LA PROMOTION 'PERLES EN FOLIE'

À l'achat d'un rang de perles de culture de Birks* avec une valeur de 1 000 \$ ou plus, vous recevrez en cadeau une paire de boucles d'oreilles à perles Akoya. (6,5-7mm, une valeur de 255 \$)

Depuis plus de 130 ans, Birks vous offre les plus belles perles au monde.

Venez découvrir la splendeur impérissable des perles Birks.*



*Cette offre est valide pour l'achat d'un rang de perles Birks (rangs simple ou multiples) choisi parmi les collections de perles Birks suivantes: perles Akoya, perles d'eau douce, perles de la mer du Sud, perles Hanadama, perles de Tahiti et perles Keshi, avec une valeur minimum de 1 000\$ avant les taxes applicables. Cette offre est valide uniquement pour les achats effectués inclusivement entre le 15 mai et le 30 juin 2009 à un magasin Birks ou en ligne : www.birks.com. Une (1) paire de boucles d'oreilles de la collection de perles Akoya mesurant 6,5 à 7 mm (valeur de 255\$) sera remis par transaction admissible. La paire de boucles d'oreilles gratuite n'est pas échangeable contre d'autre marchandise, incluant une autre paire de boucles d'oreilles, ni pour d'autre bijoux. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Cette offre ne s'applique pas aux marchandises achetées antérieurement. La paire de boucles d'oreilles gratuites de la collection de perles Akoya ne sont pas transférables, ne sont pas échangeable contre de l'argent, ne peuvent pas être affectés au paiement d'un compte et ne peuvent pas être utilisés envers des achats antérieures ou futur. Certaines restrictions s'appliquent, plus de précisions en magasin.

GASTRONOMIE

Consultez en primeur la critique restos de Marie-Claude Lortie dès midi sur cyberpresse.ca/restos



AUDIO

Notre journaliste Laura-Julie Perreault vous résume le déroulement de l'élection en Iran sur cyberpresse.ca/electioniran

CINÉMA

Voyez toutes les photos du film québécois *À vos marques... Party!* 2 sur cyberpresse.ca/party



RICHARD HÉTU
Vers un « tsunami vert » en Iran?

Y aura-t-il une « révolution verte » aujourd'hui à l'occasion de l'élection présidentielle en Iran? Trouvez la réponse à cette question sur cyberpresse.ca/hetu

Les libéraux devraient encore sauver Harper

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — À moins d'un revirement de taille, les libéraux de Michael Ignatieff viendront encore une fois à la rescousse du gouvernement minoritaire conservateur de Stephen Harper la semaine prochaine afin d'éviter la tenue d'élections fédérales cet été.

M. Ignatieff a tout fait sauf confirmer hier qu'il n'avait pas l'intention d'embrocher le pas au Bloc québécois et au NPD en votant contre l'adoption des crédits budgétaires, la semaine prochaine, à la Chambre des communes.

Le Bloc québécois et le NPD ont indiqué hier qu'ils voteront contre l'adoption de ces crédits budgétaires parce qu'ils jugent nettement insuffisantes les mesures prises par le gouvernement Harper pour relancer l'économie et soutenir les tra-

vailleurs et les entreprises en difficulté.

Les deux partis ont fait connaître leurs intentions après que le premier ministre Stephen Harper eut présenté le deuxième rapport d'étape détaillant les mesures adoptées par son gouvernement pour sortir le Canada de la crise économique.

En présentant ce rapport à Cambridge, en Ontario, la pro-

« Est-ce que la tenue d'une élection contribue à aider le Canada à sortir de la récession? C'est ça, la question clé. »

vince la plus touchée par la crise, M. Harper a dressé un portrait optimiste de la situation, affirmant que les effets de la récession commencent à s'atténuer.

Le premier ministre a aussi soutenu que le plan économique

de son gouvernement commence à donner des résultats encourageants, affirmant que près de 80% des fonds prévus dans ce plan ont été engagés et que près de 3000 projets d'infrastructures ont été démarrés d'un bout à l'autre du pays depuis le début de la saison de la construction.

De passage à Montréal, hier, Michael Ignatieff a dit vouloir lire le rapport de 235 pages pro-

duit par le gouvernement avant de déterminer si ses troupes donneront leur appui aux conservateurs, la semaine prochaine.

Conscient qu'il détient le droit de vie ou de mort sur le gouvernement Harper, le chef libéral a

déclaré qu'il doit juger si des élections fédérales maintenant sont dans l'intérêt du pays.

Même s'il se dit « déçu » du bilan économique du gouvernement Harper, « il faut toujours tenir compte des intérêts du pays, des intérêts des citoyens et des contribuables. Ont-ils besoin d'une élection maintenant? Je suis en réflexion. Est-ce que la tenue d'une élection contribue à aider le Canada à sortir de la récession? C'est ça, la question clé », a dit Michael Ignatieff.

« Contrairement au NPD et au Bloc, je suis un homme de jugement mûr, je prends mon temps et je crois que les contribuables s'attendent à cela d'un chef de l'opposition. Je vais regarder le rapport ce soir (hier soir) et nous allons prendre une décision », a-t-il ajouté.

Selon toute vraisemblance, M. Ignatieff rendra son verdict aujourd'hui. Mais des stratèges

libéraux interrogés hier soir par *La Presse* ont dit douter fortement que M. Ignatieff décide de plonger le pays en élections. D'autant plus qu'une campagne électorale – la quatrième depuis 2004 – coûterait 300 millions de dollars et paralyserait la machine gouvernementale pendant près de deux mois. Une campagne électorale dure 36 jours au minimum selon la loi, et il faut entre deux et trois semaines pour qu'un nouveau cabinet s'installe au pouvoir.

Plus tôt en journée, M. Ignatieff a répété ses critiques envers le gouvernement Harper en l'accusant de recycler des annonces. « Je ne fais pas d'accusations vaines. Nous avons dit depuis quelques mois qu'ils annoncent, ils réannoncent et réannoncent les annonces. C'est très difficile de savoir si l'argent pour stimuler l'économie est sorti d'Ottawa ou non », a-t-il dit.

– Avec la collaboration de Louise Leduc

Le corps du soldat Alexandre Péloquin ramené au pays

LA PRESSE CANADIENNE

TRENTON, Ontario — Le corps du soldat Alexandre Péloquin est rentré au Canada hier après-midi, à l'occasion d'une cérémonie spéciale tenue à la base des Forces canadiennes à Trenton, en Ontario.

Âgé de 20 ans, le soldat Péloquin a succombé lundi à l'explosion d'une bombe artisanale, au cours d'une patrouille à pied dans le district de Panjwayi, dans le sud de la province de Kandahar.

Originaire de Brownsburg-Chatham, dans les Laurentides, Alexandre Péloquin s'était enrôlé dans les Forces canadiennes le 26 octobre 2007. Il était membre du 3^e Bataillon, Royal 22^e Régiment, établi à Valcartier, depuis le 6 juin 2008.

Surnommé « Pelo » par ses collègues, Alexandre Péloquin est le 119^e militaire canadien à périr depuis le début de la mission en Afghanistan, en 2002.



PHOTO PETER REDMAN, LA PRESSE CANADIENNE

Une cérémonie spéciale s'est tenue hier à la base militaire de Trenton, en Ontario, à l'occasion du retour du corps du soldat Alexandre Péloquin.

PIERRE BRIEN AU PCC Duceppe souligne les échecs de son ex-député

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, minimise l'importance de voir son ancien collègue Pierre Brien débarquer à Ottawa pour conseiller les conservateurs de Stephen Harper afin de les aider à reprendre le terrain perdu au Québec.

M. Brien a été député bloquiste de Témiscamingue 1993 à 2003, date à laquelle il a tenté de faire le saut en politique provinciale en portant les couleurs de l'Action démocratique du Québec. Il a été embauché par le Parti conservateur pour conseiller le ministre des Travaux publics, Christian Paradis, qui est également le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec.

M. Brien aura comme tâche de participer à la rédaction de la portion québécoise du programme électoral des conservateurs en prévision de la prochaine campagne électorale, selon des informations obtenues par *La Presse*.

Les stratèges conservateurs se frotaient les mains, hier, de voir que M. Brien avait accepté de jouer un tel rôle au sein du parti, comme le dévoilait hier le quotidien *Le Devoir*. M. Brien a commencé son nouveau travail la semaine dernière. Pour les conservateurs, M. Brien représente « une grosse prise » parce qu'il connaît bien, selon eux, les régions du Québec où les conservateurs tentent de s'enraciner.

Interrogé à ce sujet, hier, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, s'est surtout attardé à souligner les échecs de M. Brien depuis son départ du Bloc québécois.

« Il a quitté le Bloc il y a six ans. Depuis ce temps-là, il a perdu à deux élections au niveau du Québec et puis c'était un très proche conseiller de Mario Dumont (l'ancien chef de l'ADQ) lors de la débâcle de décembre dernier (aux élections provinciales) », a dit M. Duceppe.

Son arrivée, selon le chef bloquiste, ne changera pas la donne politique au Québec. « Les choix qu'il a posés, de façon évidente, ce n'était pas les bons choix. Les conservateurs semblent toujours croire que la filiale ADQ est prometteuse d'avenir », a-t-il dit, sourire en coin.

Mais le lieutenant politique de Stephen Harper au Québec, Christian Paradis, voit les choses autrement. « En politique, on additionne, on ne soustrait pas. (...) Je suis content. C'est une bonne prise, M. Brien. Je le respecte beaucoup. Il a de l'expérience, il a un bon réseau et il va être en mesure de nous fournir de bons conseils », a dit M. Paradis.

Les Éditions La Presse invite 100 personnes À UNE CONFÉRENCE DE FRANÇOIS CHARTIER, *Papilles et Molécules – La science aromatique des aliments et des vins.*

LE JEUDI 18 JUIN DE 18 H À 20 H
Marché Jean-Talon
Librairie Gourmande
Salle Mandoline
7070 Henri-Julien, Montréal

Suivra une séance de dédicaces de son nouveau livre

RÉSERVEZ VOS PLACES RAPIDEMENT EN APPELANT AU 514 285-4428
Réservation obligatoire
50 réservations disponibles valides pour 2 personnes

LES ÉDITIONS LA PRESSE
EN VENTE EN LIBRAIRIE OU SUR LIBRAIRIE.CYBERPRESSE.CA

LIBRAIRIE GOURMANDE
Marché Jean-Talon

AVIS ÉLECTIONS MUNICIPALES CANDIDATE INDÉPENDANTE AUTORISÉE

Conformément à l'article 423 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le Directeur général des élections désire informer la population que la candidate indépendante* suivante a été autorisée pour les élections générales du 1^{er} novembre 2009, dans la Ville de Hampstead.

NOM, PRÉNOM	REPRÉSENTANT OFFICIEL	DATE D'AUTORISATION
FEIGENBAUM, Bonnie	SHAPIRO, Gary D.	2009-06-01

* Est assimilée à un candidat indépendant la personne qui a manifesté l'intention de le devenir.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

L'autorisation donne au candidat indépendant le droit de solliciter ou de recueillir des contributions, d'effectuer des dépenses électorales et de contracter des emprunts suivant les dispositions de cette loi. Après le jour du scrutin, l'autorisation accordée habilite le candidat à solliciter et à recueillir des contributions aux seules fins de payer les dettes qui découlent de ses dépenses électorales. Pour plus de renseignements à ce sujet, veuillez composer sans frais le 1 888 ELECTION (1 888 353-2646).

Nous avons du boulot pour votre cerveau.

Participez à un projet de recherche universitaire unique qui vise à caractériser les lecteurs de journaux en fonction de leur façon de s'adapter à de nouvelles informations.

Prenez part à une des séances de test d'une durée d'une heure qui auront lieu à Montréal le 13 juin et le 20 juin et faites avancer les connaissances!

En échange de votre participation, vous recevrez une compensation.

Pour plus de renseignements ou pour vous inscrire :

www.lecteursquebec.org

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

NOUVELLE OPÉRATION POLICIÈRE À MONTRÉAL

Un réseau de revendeurs de drogue démantelé

HUGO MEUNIER

Les policiers montréalais ont mis un frein, hier, aux activités d'un autre réseau de revendeurs de cocaïne associé aux gangs de rue et très actif dans le centre-ville, notamment sur le boulevard Saint-Laurent. Ce réseau, appelé K-Crew, était organisé à la manière des motards.

Vers 8 h hier, une centaine de policiers du poste 38, de la section Moralité, alcool et stupéfiants région nord et du module gangs de rue de la région nord ont pris part au projet Norte. L'opération visait les K-Crew, un groupe indépendant d'une douzaine de membres qui se distinguent en arborant les armoiries du gang, une tête de mort au-dessus de deux sabres.

« On a adopté un plan d'action plus structuré que les années passées; on a plus de policiers lors des soirées et à la sortie des bars », a expliqué le commandant Stéphane Bélanger.

Les policiers ont épinglé 20 personnes, en plus d'avoir saisi plus de 15 000\$ en espèces, 220 grammes de cocaïne, quelques livres de marijuana, 1140 pilules d'ecstasy, 950 plants de marijuana, 1830 comprimés de speed, des armes blanches et des imitations d'armes.

L'opération est le fruit d'une enquête amorcée en janvier, à la suite de plaintes de tenanciers de bars. Des agents doubles ont infiltré le réseau et effectué une trentaine d'achats de stupéfiants.

Le présumé cerveau de l'organisation, bien connu de la police,

est Jean-Philippe Célestin. L'homme, qui n'était pas chez lui hier matin lors de la visite des policiers, a été cueilli plus tard dans la journée.

Certains membres des K-Crew, dont Célestin, ont déjà frayé avec les bleus. Ils entretiennent des liens avec des proches des Hells Angels, Claude Wagner et Normand Pearson, qui ont été épinglés hier. Une cinquantaine de plants de marijuana ont été retrouvés chez Pearson, dans l'est de la ville. Les K-Crew avaient la permission d'opérer sur le territoire des Hells Angels et de la mafia italienne.

Célestin et sa bande tentaient depuis leur création, en 2003, d'accroître leur emprise sur le commerce de la drogue au centre-ville. Ils étaient actifs surtout entre la rue Sherbrooke et l'avenue du Mont-Royal. Ils pouvaient écouler de la marijuana et plusieurs onces de cocaïne chaque semaine, de quoi leur rapporter entre 30 000\$ et 40 000\$.

Le nom de Jean-Philippe Célestin est ressorti à plusieurs reprises durant l'audience de la Régie des alcools, des courses et des jeux entourant la fermeture du Pub St. James, en 2008. Durant la seule année 2007, le bar sélect de la rue Saint-Jacques a été le théâtre d'une bonne dizaine d'incidents violents.

Structure traditionnelle

Pour le commandant Richard Martineau, de la section Moralité, alcool et stupéfiants, la structure du réseau démantelé s'apparente beaucoup à celle observée traditionnellement au sein du crime organisé. « C'est une structure hiérarchique avec un dirigeant, un bras droit, des responsables de rue et des revendeurs », a-t-il expliqué.

Le bras droit de Célestin, Lewis Arismendy Santana, a aussi été arrêté.



Les policiers ont épinglé 20 personnes, en plus d'avoir saisi plus de 15 000\$ en espèces, 220 grammes de cocaïne, quelques livres de marijuana, 1140 pilules d'ecstasy, 950 plants de marijuana, 1830 comprimés de speed, des armes blanches et des imitations d'armes.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Célestin et sa bande s'approvisionnaient en marijuana auprès de la clique des frères Patrick et Jason Andrade, qui ont aussi été arrêtés hier.

Selon le commandant Richard Martineau, des rencontres avaient parfois lieu à l'intérieur de certains débits d'alcool du boulevard Saint-Laurent, mais les ventes se faisaient toujours à l'extérieur. « On remarque que les gangs de rue sont de mieux en mieux organisés dans la vente de stupéfiants », a souligné M. Martineau.

De son côté, le commandant du poste de quartier 38, Stéphane Bélanger, assure travailler d'ar-

rache-pied pour contrer ce commerce illicite. « On a adopté un plan d'action plus structuré que les années passées; on a plus de policiers lors des soirées et à la sortie des bars », a-t-il expliqué.

Ses agents auront d'ailleurs le boulevard Saint-Laurent à l'œil pour éviter le retour des revendeurs. « On est là pour prendre le contrôle », a résumé M. Bélanger.

Les suspects arrêtés hier devraient comparaître aujourd'hui au palais de justice de Montréal, sous des accusations de complot, de possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic et de trafic.

Les policiers ne chôment pas

depuis quelque temps. L'opération d'hier s'ajoute à celles contre les motards, les mafias italienne et autochtone et la pègre asiatique au cours des dernières semaines.

La plupart de ces opérations n'ont pas de liens entre elles.

CYBERPRESSE.CA
LES PATROUILLEURS
 Voir la vidéo de l'opération Norte et la galerie de photos sur la page des Patrouilleurs cyberpresse.ca

Les juges rejettent les motifs d'appel de quatre Bandidos

ANDRÉ CÉDILOT

La Cour d'appel a mis le couvert sur le procès des Bandidos tenu en 2004 au palais de justice de Laval, en rejetant hier une requête de la défense pour présenter une nouvelle preuve. Les trois juges ont aussi confirmé le verdict de culpabilité à l'encontre des quatre motards qui faisaient appel, Tony Duguay, Normand Whissel, Jacques Morin et Benoît Fortin.

Fort d'un jugement favorable rendu « a posteriori » dans une

autre affaire de délateur, les avocats des quatre motards montréalais voulaient rouvrir le procès afin de démontrer l'illégalité des absences temporaires consenties à Patrick Hénault, venu témoigner contre ses anciens « frères » des Bandidos. De l'avis de la défense, ces nouveaux faits auraient pu affaiblir la crédibilité de la preuve de la poursuite et modifier le verdict des jurés qui ont condamné leurs clients.

Après avoir longuement examiné le témoignage de Hénault, les juges Allan R. Hilton,

François Doyon et Jacques Dufresne ont conclu que les avocats de la défense avaient largement fait ressortir les avantages consentis à Hénault, dont sa libération prématurée. Bref, « la preuve nouvelle n'est susceptible de démontrer aucun fait substantiel qui aurait pu influencer sur le verdict », écrivent les juges.

Plus loin dans le jugement, ils ajoutent: « Que le procédé ait été légal ou non, deux constats s'imposent. D'une part les témoins repentis ont bénéficié d'un régime avantageux, à la

connaissance des appelants, qui les ont contre-interrogés abondamment. D'autre part, le jury a été pleinement informé de l'octroi d'absences temporaires en vue de satisfaire les demandes de ces témoins de la poursuite. Le jury savait également qu'un tel avantage n'était pas octroyé à tous les détenus québécois. Le jury avait donc tous les outils pour bien évaluer la crédibilité des témoins repentis. »

Dans leur jugement de 92 pages, les trois juges de la Cour d'appel ont ainsi rejeté unanime-

ment, à quelques variantes près, les 17 motifs d'appel invoqués dans le document des quatre motards condamnés à l'issue de ce procès devant jury qui s'est échelonné du 5 janvier au 26 septembre 2004. Ils ont écopé de peines de 5 à 15 ans de pénitencier. D'anciens Rock Machine devenus Bandidos, Tony Duguay et Normand Whissel sont toujours derrière les barreaux. Ils avaient été arrêtés en 2002, en même temps qu'une quarantaine des leurs, dans le cadre de l'opération Amigos.

EN BREF

Course mortelle: l'accusé connaîtra son sort le 7 juillet

Daniel Dupuis, 37 ans, accusé d'avoir fait la course rue Notre-Dame pour ensuite se sauver après que son rival eut percuté un arbre, saura le 7 juillet prochain s'il est déclaré coupable ou acquitté. Deux jeunes filles de 16 et 18 ans, passagères dans la voiture « rivale », une Hyundai Accent, ont trouvé la mort lors de l'accident survenu le 24 juillet 2005. Le conducteur de la Hyundai, Frédéric Garneau a été condamné à trois ans de prison pour cette course funeste. Dupuis, lui, admet qu'il roulait un peu plus vite que la limite, mais nie avoir fait la course. - Christiane Desjardins

Des avocats devront travailler ensemble malgré leurs différends

Dans un procès de braquage à domicile où il y a quatre accusés, l'avocat Franco Schiro devra se résoudre à travailler aux côtés de deux collègues, même si l'harmonie ne règne pas entre eux. Le juge Paul Chevalier a rejeté, hier, sa requête d'ordonner un procès séparé pour cause de menaces et insultes à son endroit. Le magistrat a indiqué que le désagrément ressenti par M^e Schiro à la suite des « excès verbaux d'un ou de deux avocats de coaccusés, tenus hors cour il y a plusieurs mois, ne peut d'aucune façon influencer le juge du procès, empêcher l'accusé de produire une défense pleine et entière, et lui causer une injustice ». - Christiane Desjardins

ANDYTHÉANH

SOLDE MI-SAISON

25 %

DÉBUTE LE 13 JUIN

* Sur marchandise sélectionnée, détails en magasin

ANDYTHÉANH

2120, RUE DE LA MONTAGNE MONTRÉAL 514 842-4208	COURS MONT-ROYAL 1455, RUE PEEL, 3 ^e ÉTAGE MONTRÉAL 514 985-9898	83, AV. YORKVILLE TORONTO 416 921-2639
--	--	--

www.andytheanh.com

Distributions PHS Inc.
 2778, ch. du Lac, Longueuil, Qc
 info@lechameau.ca • 450 646-5757

LE CHAMEAU

GRANDE VENTE DE LIQUIDATION

70 à 80% Sur toute la collection printemps/été 2009

Bottes, chaussures, vêtements pour hommes et femmes

Cartes débit et crédit acceptées. Stationnement disponible.

Du 12 au 15 juin inclusivement. De 10h à 17h

MONDE

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE IRANIENNE

L'arme secrète en tchador

Aujourd'hui, en passant aux urnes pour choisir un président, les Iraniens mettront fin à la campagne électorale la plus enlevante que la République islamique ait connue depuis des décennies. Les candidats ont rivalisé d'imagination pour séduire les électeurs. Une arme électorale s'est révélée plus redoutable que les autres: une épouse en tchador.

LAURA-JULIE PERREAULT

Quand l'un des candidats à la présidence iranienne s'est présenté avec sa femme lors d'un rassemblement politique à Tabriz le mois dernier, beaucoup d'Iraniens se sont frotté les yeux pour s'assurer qu'ils ne rêvaient pas. Jamais, depuis la révolution islamique de 1979, une épouse d'aspirant président n'avait été mise de l'avant.

Principal candidat réformiste à l'élection d'aujourd'hui, Mir Hossein Moussavi ne s'est pas contenté de présenter sa conjointe, Zahra Rahnavard, à la foule. Il lui a tenu la main et donné la parole.

Âgée de 64 ans, M^{me} Rahnavard est bien connue en Iran. Ancienne doyenne de l'Université féminine de Téhéran, elle est aussi une sculptrice accomplie. Les Iraniens de plus de 40 ans voient en elle un symbole de la révolution islamique: laïque dans les années 70, la détentrice d'un doctorat a choisi de son plein gré, pour des

« Sa présence a tout changé dans la campagne présidentielle. Elle a permis à Mir Hossein Moussavi de devenir le principal rival de Mahmoud Ahmadinejad (le président sortant) et de reléguer l'autre candidat réformiste, Mehdi Karroubi, au second rang. »

raisons politiques, de mettre le voile en 1979.

Bien qu'elle porte le tchador – le long voile noir qu'arborent habituellement les femmes les plus conservatrices en Iran –, M^{me} Rahnavard n'a pas la langue dans sa poche. « Éliminer la différence entre les hommes et les femmes est ma priorité absolue », s'est-elle exclamée lors d'un récent discours. Si son mari est élu président de l'Iran, elle promet qu'elle veillera personnellement à ce



Zahra Rahnavard, la femme du candidat Mir Hossein Moussavi, a bousculé les traditions. Jamais, depuis la révolution islamique de 1979, une épouse d'aspirant président n'avait été mise de l'avant.

qu'il se batte pour permettre aux femmes de s'habiller comme bon leur semble et pour faire abolir les lois discriminatoires.

« Sa présence a tout changé dans la campagne présidentielle. Elle a permis à Mir Hossein Moussavi de devenir le principal rival de Mahmoud Ahmadinejad (le président sortant) et de reléguer l'autre candi-

denture qui a été tourné en ridicule par les réformistes.

Quelques jours plus tard, alors qu'il faisait campagne dans l'Iran rural, le politicien conservateur était accompagné de sa propre épouse. Au pouvoir depuis 2005, il ne l'avait jamais présentée en public.

L'autre candidat conservateur, Mohsen Rezaï, est embarqué

louanges des médias, tantôt des critiques des religieux, mais elle a changé la donne en propulsant la question du droit des femmes au premier plan.

En Iran, plusieurs lois religieuses maintiennent les femmes dans des positions inférieures. En cas de divorce, elles ont peu de chance de conserver la garde des enfants ou d'obtenir une pension alimentaire. En cour, leur témoignage vaut la moitié de celui d'un homme.

L'espoir de changement à ce chapitre a attiré beaucoup de jeunes femmes iraniennes dans les rues cette semaine. Drapées de vert, elles ont scandé le nom de Mir Hossein Moussavi. Et à l'occasion, celui de sa femme. Aujourd'hui, elles voteront.

PHOTO AHMED JADALLAH, REUTERS

dat réformiste, Mehdi Karroubi, au second rang», note Roksana Bahramitash, professeure au programme d'études iraniennes à l'Université Concordia.

En avant, toutes!

Les adversaires de M. Moussavi n'ont pas tardé à réagir à l'apparition surprise de M^{me} Rahnavard. Lors d'un débat télévisé, Mahmoud Ahmadinejad a remis en cause le doctorat de l'épouse de M. Moussavi, un coup sous la

dans la danse. Il a convoqué la presse lorsque sa femme s'est inscrite sur la liste électorale. Le réformiste Mehdi Karroubi, qui met de l'avant un agenda pro-femmes, a pour sa part confié la gestion de sa campagne dans la capitale iranienne à son épouse, Fatemeh, 63 ans, éditrice d'une revue féminine influente.

Place primordiale

Cette nouveauté dans la campagne électorale a attiré tantôt des

CYBERPRESSE.CA
VERS UNE RÉVOLUTION?
Laura-Julie Perreault vous résume le déroulement de l'élection en Iran sur cyberpresse.ca/electioniran

LE TOUR DU GLOBE

FRANCE
Sondes
et alarmes

Air France a connu au moins cinq incidents d'A330-A340 en 2008 liés aux sondes Pitot de mesure de la vitesse qui ont donné lieu à de faux messages d'alarmes, dont celui de « décrochage », selon un rapport d'incidents de la compagnie. Les sondes défectueuses de l'A330 d'Air France qui s'est abîmé en mer le 1^{er} juin sont mises en cause par les syndicats, mais le Bureau d'enquêtes et d'analyses chargé de l'enquête technique a souligné hier qu'il n'y avait « encore aucun lien établi » entre ces sondes et la catastrophe. — AFP

SOUDAN
Retour
d'organisations
humanitaires

Le Soudan a décidé d'autoriser le retour au Darfour d'organisations non gouvernementales occidentales expulsées en mars, et certaines vont pouvoir reprendre leurs activités, a annoncé le responsable de l'ONU chargé de l'aide humanitaire. Le Soudan avait expulsé 13 organisations après le mandat d'arrêt émis par la Cour pénale internationale contre le président Omar el-Béchir pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Darfour. — AFP

ITALIE

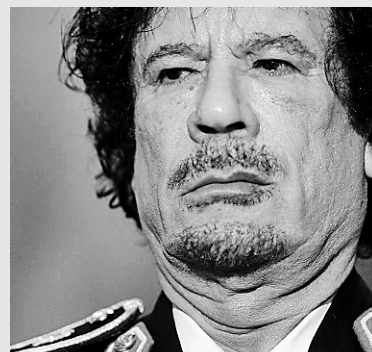


PHOTO FILIPPO MONTEFORTE, AFP

Kadhafi accuse

Le leader libyen Mouammar Kadhafi, en visite officielle en Italie, a accusé les États-Unis d'avoir livré l'Irak à l'organisation terroriste Al-Qaeda en éliminant l'ex-président Saddam Hussein. Il parlait dans une salle secondaire du Sénat après les protestations, la veille, de nombreux élus italiens qui refusaient la présence d'un « dictateur » dans l'hémicycle, au cœur des institutions de la démocratie italienne. — AFP

LE CHIFFRE
DU JOUR

2,8 millions

Près de trois millions de foyers américains se retrouvent privés de leur petit écran aujourd'hui en raison du passage de l'ensemble du pays de l'analogique vers un système tout numérique. Selon l'institut Nielsen, il y avait mercredi 2,8 millions de foyers – soit 2,5 % du marché audiovisuel – « pas du tout prêts » pour cette transition.

UNE COUVERTURE MÉDICALE POUR TOUS

Obama s'attaque à l'hydre de la santé

AGENCE FRANCE-PRESSE

GREEN BAY — Le président Barack Obama a mis tout son poids hier derrière une réforme du système de santé, un grand projet censé offrir une couverture médicale à des dizaines de millions d'Américains, mais aussi une entreprise ardue et politiquement dangereuse.

C'est un projet sur lequel l'ancien président Bill Clinton s'est cassé les dents dans les années 90. George W. Bush s'est contenté de retouches.

M. Obama, lui, veut faire adopter la réforme avant fin 2009, dès sa première année.

« Nous avons atteint un point où ne rien faire devant le coût du système de santé n'est plus possible. Le statu quo est intolérable », a-t-il dit à Green Bay, une localité exemplaire, selon la Maison-Blanche, dans la maîtrise des dépenses pour des prestations adaptées.

« Nous avons le système de santé le plus onéreux au monde. Nous dépensons presque 50 % de plus par personne pour la santé

que le deuxième pays le plus cher. Le problème, c'est que nous ne nous portons pas mieux pour autant », a-t-il dit lors d'une réunion publique.

M. Obama compte tenir deux promesses: offrir une couverture aux 46 millions d'Américains qui en seraient dépourvus (environ 15 % de la population); contribuer à réduire les déficits de moitié d'ici à 2013 en diminuant des dépenses de santé qui, au rythme actuel, absorberont dans dix ans un cinquième de la richesse nationale selon lui, pour des pres-

tations en dégradation constante.

Mais il s'attaque à une hydre qui a participé à la défaite des alliés démocrates de M. Clinton aux élections de 1994.

À nouveau, leurs adversaires républicains dénoncent une socialisation du système.

M. Obama a toutefois décidé de procéder différemment de M. Clinton. Il a engagé une vaste concertation pour tenter de rallier les parties prenantes (politiques, médecins, assurances, etc.) en amont et s'en remet aux parlementaires pour rédiger la loi.

NAOT
ROMIKA
MEPHISTO
THERESIAM.
rieker
ara
Le CABARIBRE
ROBERTO CAPUCCI
Finn Comfort
BIRKENSTOCK

Chaussures européennes de qualité

CHAUSSURES ET SANDALES POUR ORTHÈSES
Pointures femmes 5 à 11 • Pointures hommes 7 à 12 • Largeurs, de AA à EE

BOUTIQUE PRESTIGE
434, avenue Victoria, Saint-Lambert 450-465-5671
Stationnement facile / Nouvelle propriétaire Nadia Boucher

Déco Découverte
SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie

AVIS DE CORRECTION

Veuillez noter que l'appareil Adjust-A-Burger grand format de FOX RUN, annoncé à la page 7 de notre cahier publicitaire en vigueur dès le 12 juin, ne sera pas disponible.

Nous sommes désolés des inconvénients occasionnés.

Chez SOI
55+
Un cahier spécial sur l'habitation pour les 55 ans et plus.

REPORTAGE PUBLICITAIRE

À lire dans le cahier **Mon Toit** ce samedi 13 juin dans *La Presse*

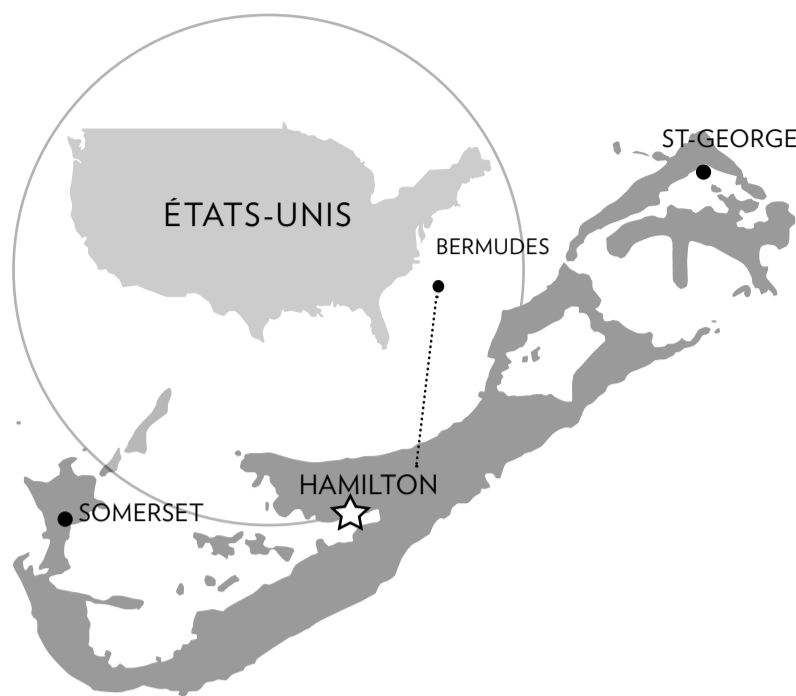
1853865
1871672A



PHOTO BRENNAN LINSLEY, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les détenus ouïgours de Guantánamo, blanchis de soupçons de terrorisme, ont été accueillis par les Bermudes, où ils tenteront de refaire leur vie.

BERMUDES



4 Ouïgours découvrent la liberté aux Bermudes

Ces musulmans chinois ont quitté Guantánamo plusieurs années après avoir été innocentés

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — L'étrange et cruel destin de quatre détenus ouïgours de Guantánamo a enfin connu un rebondissement heureux hier: innocentés depuis plusieurs années, ces musulmans appartenant à une minorité turcophone de la Chine ont été libérés de la prison controversée et envoyés aux Bermudes, où ils tenteront de refaire leur vie.

« Aujourd'hui, vous avez fait retentir les cloches de la liberté », ont-ils écrit dans un communiqué adressé au peuple et au gouvernement des Bermudes, qui ont accepté de les accueillir, et transmis par leurs avocats. « Ayant grandi sous le communisme, nous avons toujours rêvé de vivre en paix et de travailler dans une société de liberté comme celle-ci », a affirmé Abdul Nasser, un des anciens détenus, au nom de ses trois compagnons, Huzaiyat Parhat, Abdul Semet et Jalal Jalaladin.

Mais le calvaire de 13 autres détenus ouïgours, également blanchis de soupçons de terrorisme, se poursuit à Guantánamo. Palau, minuscule État du Pacifique, a offert de les accueillir temporairement, mais les États-Unis n'ont pas pris de décision à ce sujet. Chose certaine, malgré les deman-

des répétées de Pékin, Washington n'a pas l'intention de les renvoyer en Chine, car leur minorité y fait l'objet de persécutions.

C'est d'ailleurs pour échapper à cette oppression qu'un groupe de 22 Chinois ouïgours s'est réfugiés dans les montagnes afghanes. À l'automne 2001, les bombar-

« Ayant grandi sous le communisme, nous avons toujours rêvé de vivre en paix et de travailler dans une société de liberté. »

dements des États-Unis et de leurs alliés contre les talibans les ont fait fuir vers la frontière pakistanaise, où ils ont été arrêtés et vendus par des chasseurs de primes aux Américains.

Accusés d'avoir été entraînés dans des camps d'Al-Qaeda, ils ont été transférés à Guantánamo en 2002. Selon leurs avocats, trois des Ouïgours envoyés aux Bermudes ont été innocentés « il y a six ans » et le dernier « en 2005 ». Ils auraient néanmoins continué à subir des violences par la suite.

Le gouvernement des Bermudes n'est pas le premier à accueillir des Ouïgours de Guantánamo. Cinq autres avaient été envoyés en Albanie en 2006.

Le transfèrement des détenus vers les Bermudes s'inscrit dans le cadre des efforts de l'administration Obama pour fermer la prison de Guantánamo, une décision contestée par les parlementaires républicains du Congrès et une partie de la population.

« Nous sommes extrêmement reconnaissants envers le gouvernement des Bermudes pour son aide dans la réussite de la réinstallation de ces quatre détenus et nous louons la capacité de décision dont il a fait preuve dans ce dossier important », a déclaré le ministre de la Justice Eric Holder dans un communiqué.

Les Ouïgours envoyés aux Bermudes devraient pouvoir participer à un programme pour travailleurs étrangers, selon leurs avocats. Leur transfèrement dans ce pays a soulevé des vagues au Royaume-Uni, dont le gouvernement aurait souhaité en être informé en tant que garant de la sécurité extérieure de ce territoire britannique. Il a également provoqué les protestations de la Chine, qui exige le rapatriement de ses ressortissants.

La Chine accuse les Ouïgours d'être membres du Mouvement islamique du Turkestan oriental, classé par les Nations unies et les États-Unis comme une organisation terroriste.

DÉDOMMAGEMENT POSSIBLE POUR ACCUEILLIR DES DÉTENUS

BRUXELLES — Les États-Unis et l'Union européenne (UE) ont trouvé hier un accord politique sur les conditions de transfert d'ex-détenus de Guantánamo vers l'Europe, sans que Washington s'engage à en accueillir sur son territoire, selon des diplomates européens.

Cet accord devrait être approuvé sans discussion par les ministres européens des Affaires étrangères lundi, avant de faire l'objet d'une déclaration commune européenne et américaine à une date non encore précisée.

Dans cet accord, Européens et Américains soulignent que « la responsabilité première pour la fermeture de Guantánamo et pour trouver un lieu de résidence pour les ex-détenus revient aux États-Unis », selon les diplomates.

Une précédente mouture ajoutait: « Nous prenons note du fait que les États-Unis reconnaissent leur responsabilité à accepter certains ex-détenus désireux d'être admis aux États-Unis. » Mais cette phrase à laquelle tenaient les Européens a été supprimée de la version finalement agréée par les deux parties.

Washington a en revanche accepté que soit évoqué un possible dédommagement des pays de l'UE qui acceptent des ex-détenus. La déclaration stipule que « les États-Unis envisagent de contribuer aux coûts liés à l'accueil d'ex-détenus encourus par les États membres de l'UE, sur la base du cas par cas ». Un seul ex-détenu est déjà en Europe, l'Algérien Lakhdar Boumediene, qui a été accueilli en France avec sa famille. — Agence France-Presse

Ouverture des dossiers d'adoption de l'Ontario

Visitez www.ontario.ca/adoptioninfo

À compter du 1er juin 2009, les dossiers d'adoption de l'Ontario seront ouverts, ce qui signifie que les personnes adoptées adultes et les pères et mères de sang des personnes adoptées pourront obtenir des renseignements identificatoires tirés des enregistrements de naissance et des ordonnances d'adoption.

Une personne adoptée de 18 ans ou plus pourra désormais demander une copie de son enregistrement de naissance et de son ordonnance d'adoption originaux. Un père ou une mère de sang pourra obtenir des renseignements tirés de l'enregistrement de naissance et de l'ordonnance d'adoption de l'enfant adopté une fois que celui-ci aura atteint l'âge de 19 ans.

Les personnes adoptées adultes et les pères et mères de sang qui souhaitent que les renseignements identificatoires demeurent confidentiels peuvent enregistrer un veto sur la divulgation si l'ordonnance d'adoption a été rendue avant le 1er septembre 2008.

Pour en savoir plus sur vos droits à l'information et à la protection de la vie privée, visitez le site www.ontario.ca/adoptioninfo ou téléphonez au 1 800 461-2156 (ATS 416 325-3408).

Payé par le gouvernement de l'Ontario.



BESOIN D'ENTREPOSAGE ?

- En attente de votre nouvelle maison ?
- Lors de vos rénovations ?
- Entre vos sessions scolaires ?
- Commerce en transfert ?
- Entreposage saisonnier ?
- Mise en valeur de propriété ?

CARGO a une solution, pratique, logique et sécuritaire pour vous.

514.686.8407
www.cargoentrepot.ca

SPÉCIAL D'ÉTÉ

Frais de transport GRATUITS * avec 6 mois ou plus d'entreposage !

AUCUNE LOCATION DE CAMION. AUCUN DÉPLACEMENT.

1. NOUS LIVRONS À VOTRE PORTE

2. VOUS EMPAQUETEZ À VOTRE RYTHME

3. NOUS CUEILLONS ET ENTREPOSONS

ÉDITORIAUX

Pandémie:
et après?

akrol@lapresse.ca

ARIANE KROL

La directrice générale de l'OMS avait l'air d'un médecin qui annonce d'un ton grave à son patient: j'ai une bonne et une mauvaise nouvelle. La mauvaise, c'est que vous êtes en pleine pandémie de grippe. La bonne? Vous ne sentirez presque rien. Et le patient de se demander: dans ce cas, pourquoi en faire tout un plat?

Dans son état actuel, la pandémie s'annonce étonnamment clémente.

C'est l'impression qui se dégageait de la conférence de presse de l'Organisation mondiale de la santé, hier à Genève. Un contraste frappant avec l'atmosphère qui régnait à l'assemblée annuelle de l'organisme, il y a trois semaines. Tout le monde était alors sur les dents, dans l'attente que l'alerte soit relevée au plus haut niveau. Lorsque le seuil fatidique a finalement été franchi hier, ça ressemblait plutôt à une formalité.

C'est que l'échelle pandémique de l'OMS n'a plus de secrets pour personne. Nous avons tous compris que le sixième et dernier niveau d'alerte mesure la transmission, et non la gravité de la maladie. En trois mois, la population a appris à appliquer les mesures d'hygiène qui limitent la contagion, à évaluer la gravité de ses symptômes et, surtout, à ne pas paniquer. La somme d'informations et de réflexes intégrés en si peu de temps est tout à fait remarquable.

Les crises gagnantes



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Si M. Jacques Parizeau disait des niaiseries sans lien avec la réalité, ses déclarations ne créeraient pas chaque fois un tel remous. Qu'il s'agisse de la « cage à homards », de « l'argent puis des votes ethniques » ou de l'utilité des crises pour le mouvement souverainiste, l'ancien premier ministre dit souvent tout haut ce que certains indépendantistes pensent, mais n'osent pas exprimer en public. D'où l'embarras évident des élus péquistes et la jouissance presque indécente de leurs adversaires.

Les souverainistes profiteraient d'une saute d'humeur populaire pour déclarer l'indépendance au plus vite.

Avant même la publication du « Plan pour un Québec souverain » de M^{me} Pauline Marois, les péquistes confiaient que la revendication de nouveaux pouvoirs pour le Québec se heurterait nécessairement à un mur, d'où un affrontement Québec-Ottawa, d'où une hausse des appuis à la souveraineté. La chef du PQ préférait dire qu'il s'agissait de « faire avancer le Québec »; M. Parizeau a sorti le homard du sac. Après l'étalement et les conditions gagnantes, voici donc le « crisisme », la recherche des crises gagnantes.

Cette tactique, qui n'est pas nouvelle, mais qui se retrouve aujourd'hui au centre de l'arsenal péquiste, est révélatrice de l'état d'esprit de plusieurs souverainistes. Pour ceux-là, il ne s'agit plus de convaincre une solide majorité de Québec des vertus de l'indépendance. Cet objectif leur paraît désormais hors de portée. Ils se

Évidemment, le virus peut muter et devenir plus féroce. Mais dans son état actuel, la pandémie s'annonce étonnamment clémente, du moins dans les pays développés. Ce sont donc les populations qui s'inquiètent le plus du virus qui risquent le moins d'en souffrir. Au Québec, les autorités de santé publique en sont rendues à demander aux parents de ne pas emmener leurs enfants inutilement aux urgences – apparemment, certains centres hospitaliers sont débordés de cas sans gravité qui nécessiteraient simplement du repos à la maison. Si c'est là le plus gros mal de tête que nous cause cette pandémie, nous pourrions nous compter chanceux!

Nous devons cependant être conscients que les populations mal préparées risquent d'être frappées beaucoup plus durement. Il suffit de regarder ce qui se passe au Manitoba. Sur la vingtaine de patients affectés au point de devoir être branchés à un respirateur, plus de la moitié sont des autochtones. Un triste rappel des conditions de vie qui prévalent dans les réserves – habitations surpeuplées qui n'ont pas toutes l'eau courante, manque de médicaments et de personnel soignant.

La ministre fédérale de la Santé, elle-même inuite, vient d'annoncer l'envoi de médecins, d'infirmières et d'épidémiologistes dans les réserves touchées. Il faudra faire plus, surtout en matière de prévention. Le gouvernement fédéral ne peut pas tenir des conférences de presse où il annonce, sur un ton rassurant, que tout est « sous contrôle », alors qu'une partie de sa population est touchée. C'est indécent.

« Nous sommes là-dedans tous ensemble, et nous allons tous passer à travers, ensemble », a déclaré la directrice générale de l'OMS à la fin de son allocution. C'est bien joli, mais si nous ne faisons pas des efforts tous ensemble, et pour tout le monde, il y en a qui ne passeront pas à travers.

contenteraient de profiter d'une saute d'humeur populaire pour obtenir un appui de 50 % plus un et déclarer l'indépendance au plus vite.

Ce serait une bien mauvaise façon de faire un pays. « Une crise, ça fait augmenter l'appui à la souveraineté de façon conjoncturelle. Mais ce qu'il faut, c'est que l'appui augmente de façon structurelle », a dit à *La Presse* la présidente du comité des jeunes du PQ, Isabelle Fontaine. Comme quoi la sagesse n'attend pas nécessairement le nombre des années.

Depuis un demi-siècle, le projet de séparer le Québec du reste du Canada n'a obtenu un appui clairement majoritaire dans les sondages qu'à une reprise: au lendemain du naufrage de l'Accord du lac Meech. Il y a eu d'autres sursauts: à la fin de la campagne référendaire de 1995 (à la faveur de la Lucienmanie) et à l'occasion du scandale des commandites. Tout le reste du temps, la souveraineté s'est maintenue autour de 40 %, soit le score obtenu lors du référendum de 1980.

Devant cette apparente stagnation de l'option indépendantiste, les fédéralistes sont tentés de triompher. C'est une erreur. En effet, l'adhésion de bon nombre de Québécois au projet canadien et à l'idée fédérale reste très fragile, peut-être plus fragile que jamais. C'est justement cette fragilité qui rend vraisemblable l'éventuel succès de la stratégie des crises.

Ce n'est pas en accusant les péquistes de vouloir « nuire aux Québécois » ou d'être des « pyromanes », des propos excessifs tenus hier par le premier ministre Jean Charest, qu'on persuadera nos concitoyens de l'importance de demeurer au sein du Canada et de participer activement à son évolution. Selon M. Parizeau, « c'est par le sérieux de nos analyses, de nos études et de nos comportements » que les indépendantistes finiront par convaincre les Québécois. Ce devoir de sérieux s'impose aussi aux fédéralistes.

FORUM@LAPRESSE.CA
 » RÉAGISSEZ À CET ÉDITORIAL



André-Philippe Côté, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

Espoirs déçus et rêves brisés

Le groupe Idée fédérale a bien choisi son nom mais mal choisi son moment



JEAN-FRANÇOIS LISÉE
 L'auteur a écrit les ouvrages « Nous » et « Pour une gauche efficace ».

Du jamais vu. 55 % des Québécois estiment qu'un « Québec indépendant » aurait fait mieux (14 %) ou aussi bien (41 %) que le Canada dans la crise économique. Voilà une des bonnes nouvelles livrées par le sondage CROP rendu public vendredi dernier par le groupe Idée fédérale.

C'est capital, car la crainte face à l'avenir économique d'un Québec souverain fut LE facteur de la défaite du Oui en 1995. Elle n'opère plus. D'autant qu'un autre cap statistique est franchi: il y a désormais moins de chômage au Québec qu'en Ontario ou aux États-Unis. Le Québec se détache du sentiment d'infériorité économique qu'il a toujours traîné comme un boulet.

On dit les niveaux d'appuis à la souveraineté en reflux. Conclusion bizarre car les sondeurs d'Angus Reid et ceux du PQ nous disent à l'unisson que le Oui et le Non sont, sur la question de 1995, toujours au nez à nez. Surtout, d'autres phénomènes sont en train d'élargir les points d'appui de l'idée souverainiste: la confiance économique et l'identité.

Le Québec se détache du sentiment d'infériorité économique qu'il a toujours traîné comme un boulet.

Les chiffres de CROP/Idée fédérale révèlent qu'en 11 ans, la proportion de Québécois se disant « seulement » ou « d'abord » Canadiens a chuté de 7 points, à 21 %. Celle se disant également Canadiens et Québécois est stable à 26 %. Mais la proportion se disant « seulement » ou « d'abord » Québécois a grimpé de 55 à 60 %. Le sondeur fédéraliste Maurice Pinard avait le premier révélé l'importance prédictive majeure de ces



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Les chiffres de CROP/Idée fédérale révèlent que la proportion de gens se disant « seulement » ou « d'abord » Québécois a grimpé de 55 à 60 %.

évolutions. Lorsque tout est dit, on ne peut voter pour un Québec souverain si on ne se juge pas d'abord Québécois. Le nouveau groupe de réflexion sur le fédéralisme a bien choisi son nom, et mal choisi son moment. Le nom rend bien compte de l'écart entre « l'idée fédérale », noble, et la réalité fédérale, désolante, le statu quo n'étant jugé satisfaisant, selon Angus Reid, que par 38 % des Québécois.

Pire, jeudi dernier, Michael Ignatieff giflait les penseurs fédéralistes en annonçant qu'il n'offrirait au Québec aucune marge de manœuvre supplémentaire. Sa résolution sur la nation? Rien qu'un symbole, avouait-il.

Mes amis fédéralistes vont d'espoirs déçus en rêves brisés. Ils pensaient qu'Ignatieff serait *The One*. Ils avaient misé sur Stephen Harper, dont ils ont attendu en vain la limitation du pouvoir fédéral de dépenser – ce cancer qui ronge « l'idée fédérale ». Le sauveur précédent était Paul Martin. Bilan: zéro absolu. Il faut remonter à Brian Mulroney pour trouver un leader qui ait sincèrement tenté

une réconciliation, pour la voir s'échouer sur les récifs du Trudeauisme, ceux-là qu'Ignatieff étroit ou craint – le résultat est le même.

Mais il y a changement. Le fait que le parlement fédéral – contre le vœu de 75 % des Canadiens hors Québec – ait reconnu l'existence de leur nation conforte les Québécois dans leur volonté d'être plus autonomes. Pas moins de 65 % des Québécois désirent davantage de pouvoir sur la langue et la culture – ce que le parlement et M. Ignatieff ont refusé de faire, la semaine dernière, sur une question de simple application de la loi 101 aux 200 000 salariés du Québec œuvrant dans des entreprises sous juridiction fédérale. Seul un Québec remobilisé autour de ses revendications et de la souveraineté peut espérer un changement.

L'Idée souverainiste nécessite l'adhésion d'une majorité de Québécois. Ce n'est pas une mince affaire. Mais cela n'est pas une démarche aliénante, dont la clé résiderait dans le regard de l'autre. C'est une question que l'on se pose à nous-mêmes. Une question dont la réponse s'appuie, en définitive, sur notre identité et notre confiance en nous. Deux forces que les Québécois possèdent chaque jour davantage.

FORUM Exclusif à Cyberpresse

Deux projets immobiliers à Montréal qui méritent le feu vert cyberpresse.ca/marianopolis



LE BLOGUE DE L'ÉDITO
 www.cyberpresse.ca/edito

MARIO ROY
 Sciences : les pendules à l'heure >>>

Une p'tite crise avec ça?



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Jacques Parizeau, qui n'en ratéra jamais une pour mettre ses successeurs dans l'embarras, a affirmé que les référendums sectoriels peuvent être utiles, en permettant de créer une crise politique avec Ottawa.

Il y avait du calcul dans sa sortie, une façon de donner une caution morale à la stratégie de Pauline Marois, tout en lui donnant une petite touche plus radicale. Mais il exprimait aussi une évidence. Une éventuelle victoire référendaire est absolument impossible en dehors d'un climat de crise politique. Et si cette crise n'est pas là, il faut la créer.

Aucune des batailles sectorielles de M^{me} Marois n'est justifiée.

Comme le veut le rituel parlementaire, les libéraux se sont indignés. Mais dans la vraie vie, pour qu'une crise soit possible, il faudrait qu'il y ait matière à crise, et il faudrait que les Québécois acceptent de se laisser entraîner. Quel rapatriement de pouvoir les ferait bouger?

On pourrait croire que ce pourrait être le dossier de la culture. Les Québécois peuvent s'enflammer là-dessus, on l'a vu avec les compressions du gouvernement Harper. Il y a un certain consensus sur la question, puisque même les libéraux de Jean Charest réclament le retrait du fédéral de ce dossier. On comprend le principe. Le Québec forme une nation, et son gouvernement doit avoir la maîtrise de ses politiques linguistiques et culturelles, qui définissent cette nation.

Le problème, c'est qu'en culture, le Québec est maître de ses choix, il n'est pas soumis à une quelconque tutelle fédérale. Il est vrai qu'Ottawa dépense des sommes importantes, mais il le fait bien, d'une façon qui sert le monde de la culture, et il le fait généreusement, puisque le Québec reçoit bien plus que son poids ne le justifie. Ce qui mène à deux difficultés. D'abord, qu'est ce que le Québec ferait de différent ou de mieux s'il était seul maître à bord? Une question fondamentale à laquelle on ne répond jamais. Ensuite, le rapatriement des pouvoirs en vaut la chandelle uniquement si Ottawa accepte à la fois de se retirer de ce champ et de rester tout aussi généreux. Ce qu'on pourrait appeler de l'autonomie subventionnée. Bref, quand on creuse un peu, le dossier devient moins clair, on doit soupeser le pour et le contre, et la bataille perd de son mordant.

Un autre dossier, le rapatriement de la perception fiscale, semble attrayant. L'idée, en soi, est logique. Le double système est lourd et coûteux. Notre vie serait plus simple avec une seule déclaration à remplir. Mais laquelle des deux? Techniquement, le gouvernement fédéral, qui perçoit déjà l'impôt sur le revenu pour les autres provinces, est mieux équipé pour prendre en charge une déclaration unique. Et c'est ça qui permettrait au Québec de réaliser de véritables économies. Parce que dans l'autre sens, il y aurait des économies seulement si Ottawa, en plus de laisser Québec percevoir les deux impôts sur le revenu, accepte, encore une fois, de payer le Québec pour le faire.

Mais le vrai débat serait fiscal: parce que les deux déclarations reposent sur des concepts différents, il faudrait qu'il y ait harmonisation des deux systèmes fiscaux. Un débat certes fascinant pour les fiscalistes, mais qui risque d'endormir les gens plutôt que les mobiliser.

Pour justifier un référendum sectoriel sur le rapatriement d'un pouvoir, et à plus forte raison pour mobiliser les citoyens, il faut démontrer le caractère majeur de l'enjeu, il faut un sentiment d'urgence, il faut construire un argumentaire pour montrer en quoi le changement renforcerait le Québec ou améliorerait de façon perceptible la vie des Québécois. Aucune des batailles sectorielles qu'évoque M^{me} Marois ne remplit ces conditions.



PHOTO FOCUS1

Une crise politique avec Ottawa est toujours une bonne chose pour le mouvement souverainiste, a soutenu Jacques Parizeau.

Des impacts douloureux

La crise des radio-isotopes force le recours à des solutions de rechange parfois non validées, imprécises, souvent plus coûteuses et inaccessibles



DENIS SOULIÈRES
L'auteur est hématalogue et oncologue médical au CHUM.

Tous se souviennent avoir vu ces immenses structures faites de dominos, exigeant que chaque pièce soit en place de façon

exacte pour que leur retombée bien ordonnée permette de créer une figure splendide et dont la formation est spectaculaire. Une pièce manque ou est mal placée et l'effet est raté.

Le système de santé doit avoir la même exactitude, précision et prévision pour dispenser des soins adéquats et en temps opportun à chacun de ceux qui en ont besoin.

Les gestionnaires de la santé et les gouvernements successifs qui lui donnent son orientation devraient, à mon humble avis, s'assurer de bien connaître toutes ses composantes et comprendre leur rôle dans l'organigramme des soins. De plus, ils doivent travailler pour permettre une redondance de procédures afin de garantir la desserte de soins si l'une d'entre elles venait à faire défaut.

La crise des radio-isotopes démontre malheureusement la fragilité des différentes composantes du système de santé canadien et l'absence de prévisions pour assurer les soins actuels et futurs dont devraient profiter les patients canadiens.

Le Canada ne sera plus une figure de proue dans la mise au point de traitements novateurs en oncologie.

Pour les patients qui souffrent d'un cancer, la médecine nucléaire sert à établir le diagnostic de leur condition, à déterminer le stade de la maladie et à choisir le traitement du cancer.

Prenons l'exemple d'une patiente ayant une masse cancéreuse au sein. Plusieurs composantes doivent tomber en place pour qu'un oncologue puisse décider du traitement le plus approprié: un rapport de pathologie adéquat, complet et repro-



PHOTO REUTERS

L'arrêt du réacteur de Chalk River et de la production de radio-isotopes aura un impact certain sur les diagnostics et les traitements de cancers.

ductible (tel que mis en évidence de façon malheureuse et inquiétante récemment au Québec), mais aussi des examens de radiologie et de médecine nucléaire qui doivent être réalisés dans un temps médicalement raisonnable.

La réduction de l'accès à ces investigations entrave et engorge le système. Il oblige à l'utilisation d'autres mesures diagnostiques compensatrices parfois non validées, voire imprécises, souvent plus coûteuses, pour ne pas dire inaccessibles à plusieurs par manque de disponibilité.

La pénurie de radio-isotopes nous force donc à repenser dans un temps beaucoup trop court la façon de traiter une pathologie cancéreuse et d'organiser le système de santé pour permettre un accès raisonnable à tous.

La situation est encore plus troublante quand on pense aux patients dont la pathologie demande un traitement par des radio-isotopes, et pour lequel cette option est la principale source d'une potentielle guérison ou amélioration de l'état de santé. Il semble évident pour toute personne bien avisée qu'il faut définir, spécifier et appliquer les mesures faisant en sorte que RIEN ne pourra entraver la disponibilité de ces soins si spécifiques.

Et un gestionnaire aussi bien conscient de l'évolution de la médecine saurait que l'oncologie s'est investie au cours des dernières années dans le développement de

molécules marquées par des radio-isotopes pour toucher spécifiquement les cellules cancéreuses dans un but de plus grande efficacité et de réduction des effets secondaires des traitements traditionnels.

L'arrêt du réacteur de Chalk River et de la production de radio-isotopes fait ressortir deux horreurs. D'abord, les patients souffriront dès à présent de mesures diagnostiques et thérapeutiques réduites. Ensuite, l'impact tout aussi horrible sur la reconsidération donnée aux thérapies nouvelles qu'on ne voudra pas dépendantes d'installations vétustes et sujettes aux imprévions de gouvernements et gestionnaires qui ne méritent probablement pas de conserver leurs postes.

À la suite de ces événements, le Canada perdra certainement sa primauté dans le domaine de la production de radio-isotopes. Mais avec cela, il y a la perte de toute l'opportunité dont le Canada profitait d'être une figure de proue dans la mise au point de traitements novateurs en oncologie.

Pour les patients d'aujourd'hui qui vivent les délais et l'angoisse, pour l'obligation de repenser à la sauvette l'investigation de milliers de cas de cancer au Canada et ailleurs dans le monde, pour l'arrêt de la recherche de traitements novateurs, il semble clair que quelqu'un ou plusieurs personnes doivent justifier leur inaction ou assumer les conséquences.

Ahmadinejad en mauvaise posture

L'économie en ruine coulera-t-elle le président iranien?

SAM RAZAVI

L'auteur est chercheur associé au groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale et à la chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Il séjourne présentement en Iran.

En ce 20^e anniversaire de la mort de l'ayatollah Khomeini, le régime iranien vit l'une des plus importantes campagnes électorales, étant donné le mécontentement d'une majorité de citoyens à l'égard du président Mahmoud Ahmadinejad.

Contrairement aux idées reçues en Occident, les Iraniens ne votent que rarement sur les questions de politique étrangère. Avec une inflation avoisinant les 30%, un taux de chômage estimé à 20% et une corruption rampante, la frustration gronde dans les rues du pays.

Les doléances au sujet du prix de la nourriture et des logements arrivent au premier rang. Le programme nucléaire, l'ouverture du président Obama et la situation chez les voisins irakien et afghan font rarement l'objet de débats. Pour les électeurs, cette situation reflète la mauvaise gestion, devenue incontestable, d'Ahmadinejad. Pour plusieurs, les mauvaises décisions du président ont presque ruiné l'économie. Même l'immobilier, seul refuge économique dans l'Iran sous sanctions américaines, vit son premier ralentissement en plus de 15 ans.

Derrière Ahmadinejad se tient le mouvement des conservateurs. Ces derniers prônent un retour aux idéaux islamiques de la révolution de 1979, en prêchant des politiques allant d'un habillement plus traditionnel pour les femmes à un ton combatif face à l'Occident, particulière-

ment les États-Unis. La masse de leur soutien provient de la classe défavorisée et pieuse du sud de Téhéran, des régions rurales et de l'armée.

À l'instar de sa campagne de 2005, Ahmadinejad a choisi le thème du combat contre la corruption comme principal cheval de bataille. Lors d'un récent débat télévisé, il est allé jusqu'à accuser de corruption d'importants membres de l'establishment politico-religieux – dont un ancien président. En matière de politique étrangère, il persiste à jouer sur la fibre nationaliste alors qu'il affirme son «refus d'accepter les insultes des grandes puissances» tout en réitérant son appui inébranlable au programme nucléaire.

Ahmadinejad pourrait devenir le premier président iranien à ne pas être réélu.

Un autre candidat conservateur, Mohsen Rezaï, l'ancien chef des Gardiens de la Révolution, est présent dans la course, même si ses chances de gagner – ou même de passer au deuxième tour – sont minces.

Les réformateurs ont aussi deux candidats: Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karroubi. Leur principal soutien vient de la classe moyenne et riche des grandes villes, de la majorité des femmes, des minorités ethniques et surtout des jeunes – qui représentent 60% des 70 millions d'habitants.

Les réformateurs prônent des changements tels que la démocratisation des institutions, davantage de droits pour

les femmes et une politique étrangère plus conciliante. Mir Hossein Moussavi, architecte de formation et premier ministre lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), avait quitté le monde politique à la suite de l'abolition de son poste en 1989. Les cheveux et la barbe blanchis, il répète sans cesse qu'il est de retour pour «venir à la défense de son pays qu'Ahmadinejad a mis en danger».

Moussavi tente d'amener le débat sur un terrain glissant pour l'actuel président: l'économie et la politique étrangère. Il propose certaines réformes pour contrôler le fléau inflationniste et reproche à Ahmadinejad ses diatribes irresponsables au sujet de l'Holocauste, Israël et l'Occident.

L'autre candidat réformateur, Mehdi Karroubi, est un clerc modéré et ancien président du Parlement. Il vient de faire une récente remontée dans les sondages grâce à un discours populiste. Karroubi pourrait empiéter sur les chances de Moussavi de passer au deuxième tour.

Étant donné l'hyper mobilisation des conservateurs dans les milieux démunis et pieux, Ahmadinejad est presque assuré de passer au deuxième tour. La question est donc quel réformateur l'opposera: Moussavi ou Karroubi?

Le meilleur moyen pour les réformateurs de faire sortir leur électoral de leur torpeur est de répéter: «Êtes-vous mieux maintenant qu'il y a quatre ans?». Si la réponse est aussi claire pour la population qu'elle semble l'être pour les observateurs, Ahmadinejad pourrait devenir le premier président de la République islamique à ne pas être réélu.



Mes vacances Trévi au sud de ma cour

À ne pas manquer!

Jusqu'à **DIMANCHE, 17 h**
SEULEMENT (Quantités limitées)

INCLUS!

FORFAIT TRÉVI 5 ÉTOILES!

- ✓ Système de filtration écologique
- ✓ Pompe écoénergétique
- ✓ Toile de piscine X-Treme
- ✓ Panneaux de polymère nitrogéné
- ✓ Aspirateur et boyau
- ✓ Manche télescopique
- ✓ Puisse à feuilles
- ✓ Puits d'assèchement
- ✓ Drain auxiliaire
- ✓ Écumoire de luxe
- ✓ Plomberie de luxe
- ✓ Trottoir de béton de 3'
- ✓ Plan d'implantation
- ✓ Marche de 6 pieds blanche
- ✓ Lumière halogène de 240W
- ✓ Installation certifiée Trévi
- ✓ 2 serviettes de plage
- ✓ Garantie 50 ans sur la structure en résine

\$5,000
DE RABAIS

PISCINE DE 28' TREVIFLEX

RÉG.: ~~22 999\$~~
17 994\$

ou **2999\$*** /semaine

Équipée et installée

Seulement

Admissible au

CRÉDIT D'IMPOT!

Obtenez **1350\$** de crédit à l'achat de cette piscine! Voir détails en magasin



TOP CHRONO 24H

Livraison et installation dans les 24 h ouvrables après l'approbation bancaire.

Admissible au **CRÉDIT D'IMPOT!**

Obtenez **299\$** de crédit à l'achat de cette piscine! Voir détails en magasin.

INCLUS!

- ✓ Système de filtration au quartz
- ✓ Pompe de 1,5 HP
- ✓ Plomberie de luxe
- ✓ Toile de piscine Rockland
- ✓ Mur de 52" Tilestone
- ✓ Membrane Trévi Isotherm
- ✓ Marche voie royale 2 rampes
- ✓ Aspirateur et boyau
- ✓ Manche télescopique
- ✓ Puisse à feuilles
- ✓ Écumoire de luxe
- ✓ Installation certifiée Trévi
- ✓ 2 serviettes de plage Trévi

500\$
DE RABAIS

PISCINE HORS TERRE 15' MODÈLE 209

RÉG.: ~~3 494\$~~
2 994\$
ou **6197\$**** /mois

Équipée et installée

Accord D Desjardins



ABRI VENETIO 10'X10'
GRATUIT
valeur de **1299\$**
À l'achat du spa Liberté

SPA LIBERTÉ

- 6 STATIONS THÉRAPEUTIQUES
- 53 jets réglables
- Fontaine Trévi
- Lumière blanche
- 2 pompes de 5 bhp
- 4 saisons

40%
de rabais

RÉG.: ~~9 998\$~~
5 994\$
ou **1784\$***** /semaine

Couvercle et livraison en sus. Quantité limitée.

MEUBLES DE JARDIN

Rabais jusqu'à **60%**

Nous payons les taxes ou 36 paiements égaux **SANS INTÉRÊT!**
Voir détails en succursale.

CES OFFRES SONT VALIDES JUSQU'À DIMANCHE 14 JUIN 2009, 17H SEULEMENT et ne peuvent jumelées ou appliqués à d'autres offres précédentes ou en cours. * Les paiements hebdomadaires sont basés sur un taux renouvelable de 6,90% et amortis sur une période de 240 mois. La portion équivalente aux taxes ainsi qu'un dépôt de 1200\$ seront exigés lors de la signature du contrat. ** Les mensualités sont basées sur un taux fixe de 8,9% et sont amorties sur une période de 120 mois. La portion équivalente aux taxes sera exigée lors de la signature du contrat. Certaines offres peuvent prendre fin en tout temps ou peuvent ne pas être disponibles dans toutes les succursales. L'inventaire peut également varier selon les succursales. Malgré notre vigilance, des erreurs ont pu se glisser. Si tel était le cas, les correctifs seront affichés en magasin. Quantités limitées. Tous les détails en succursales. **PHOTOS PEUVENT DIFFÉRER**

SUPERMAGASINS et MAGASIN-ENTREPÔT seulement!

MAINTENANT OUVERTS LES SOIRS DE SEMAINE JUSQU'À 21 h !

Blainville | 450 435-6550
11, boul. De la Seigneurie O.

Laval | 450 622-9801
515, boul. Curé-Labelle

Heures d'ouverture :
Lundi au vendredi 9 h à 21 h
Samedi 9 h à 17 h
Dimanche 10 h à 17 h

Boucherville | 450 449-2411
1235, rue Ampère

West Island | 514 822-0888
1850, boul. Hymus

NOUVEAU!
Magasin-Entrepôt

Certaines offres ne sont pas disponibles chez les détaillants

DÉTAILLANTS :
Châteauguay | 450 698-2210
115, boul. St-Jean-Baptiste
Joliette | 450 759-8110
303, boul. Antonio-Barrette
Trois-Rivières | 819 376-7711
2405, rue Bellefeuille
Ste-Agathe | 819 326-5154
70, boul. Morin

trevi.ca

